

SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEN DE L'ENVIRONNEMENT

Renforcement des liens régionaux : Analyse coûts-avantages concernant l'établissement d'une présence sous-régionale

Première partie : RAPPORT PRINCIPAL

7 août 2012

TABLE DES MATIÈRES

1.	RÉSUMÉ	6
	Critères relatifs à une présence sous-régionale ou nationale du PROE	8
	Approches concernant une présence sous-régionale du PROE.....	9
	Récapitulatif des options concernant une présence sous-régionale et de leur incidence financière	12
	Voie à suivre proposée	15
2.	CONTEXTE ET HISTORIQUE	16
a.	DÉCISION DE LA 21 ^E CONFÉRENCE DU PROE.....	16
b.	RECOMMANDATIONS DU RAPPORT GOWTY	16
c.	DÉCISION DE LA 22 ^E CONFÉRENCE DU PROE.....	16
3.	MANDAT	17
4.	RÉCAPITULATIF DES RÉPONSES OBTENUES LORS DES CONSULTATIONS AVEC LES MEMBRES ET PARTENAIRES DU PROE	18
a.	PRINCIPALES CONCLUSIONS.....	18
b.	APPROCHES CONCERNANT UNE PRÉSENCE SOUS-RÉGIONALE DU PROE	21
5.	CRITÈRES RELATIFS À UNE PRÉSENCE SOUS-RÉGIONALE OU NATIONALE DU PROE.....	25
6.	ANALYSE COÛTS-AVANTAGES	27
a.	OPTION 1 – BUREAUX SOUS-RÉGIONAUX HÉBERGÉS AU SEIN D’AUTRES ORGANISATIONS DU CORP OU D’ORGANISATIONS RÉGIONALES SEMBLABLES	28
	Scénario 1.1 États fédérés de Micronésie : Hébergement au sein du bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord.....	29
	Scénario 1.2 République des Îles Marshall : Hébergement au sein du Secrétariat des parties à l’Accord de Nauru ou d’un organe de l’ONU.....	29
	Scénario 1.3 République de Vanuatu : Hébergement au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance à Vanuatu.....	30
	Scénario 1.4 Îles Salomon : Hébergement au sein du bureau de pays de la FFA ou de la CPS aux Îles Salomon	31
	Comparaison des scénarios de l’Option 1	31
b.	OPTION 2 – ORGANE AUTONOME OU BUREAU DE PAYS	33
	Scénario 2.1 États fédérés de Micronésie.....	33
	Scénario 2.2 République des Îles Marshall	34
	Scénario 2.3 République des Palaos	34
	Scénario 2.4 Îles Salomon	35
	Scénario 2.5 République de Vanuatu.....	35
	Scénario 2.6 Papouasie-Nouvelle-Guinée	36

Comparaison des scénarios de l'Option 2	36
c. OPTION 3 – CHARGÉ DE PAYS NOMMÉ PAR LE PROE DANS LES PETITS ÉTATS INSULAIRES (MODÈLE ADAPTÉ)	38
d. OPTION 4 – STATU QUO	39
7. RÉCAPITULATIF DES OPTIONS ET INCIDENCES FINANCIÈRES	41
a. Bureau sous-régional hébergé au sein d'autres organisations du CORP ou d'organisations régionales semblables	41
b. Organe autonome ou bureau de pays.....	42
c. Adaptation du modèle de chargés de pays nommés par le PROE dans les petits États insulaires	42
d. Statu quo	43
8. VOIE À SUIVRE PROPOSÉE	44
ANNEXE 1. MANDAT	46
ANNEXE 2. RÉSUMÉ DES CONSULTATIONS	49
ANNEXE 3. LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES	58
ANNEXE 4. LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS	65
ANNEXE 5. MÉTHODOLOGIE ET HYPOTHÈSES DE L'ANALYSE COÛTS-AVANTAGES.....	66
OPTION 1 : HÉBERGEMENT CONJOINT DU PROE	66
OPTION 2 : ORGANE AUTONOME OU BUREAU DE PAYS.....	67
OPTION 3 : CHARGÉ DE PAYS DU PROE POUR LES PETITS ÉTATS INSULAIRES (MODÈLE ADAPTÉ DU SECRÉTARIAT DU FORUM)	68
OPTION 4 : STATU QUO	69

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Tableau 1 : Résumé de l'analyse coûts-avantages (Options 1 à 3)	14
Tableau 2 : Résumé de l'analyse coûts-avantages (Option 4)	15
Tableau 3 : Scénario 1.1 – Hébergement au sein du bureau de la CPS aux ÉFM.....	29
Tableau 4 : Scénario 1.2 – Hébergement au sein du Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru ou d'un organe de l'ONU, aux Îles Marshall	29
Tableau 5 : Scénario 1.3 – Hébergement au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance à Vanuatu ...	30
Tableau 6 : Scénario 1.4 – Hébergement avec la FFA ou la CPS aux Îles Salomon	31
Tableau 7 : Comparaison de l'Option 1 relative au Pacifique Nord.....	32
Tableau 8 : Comparaison de l'Option 1 relative au Pacifique Sud-Ouest	32
Tableau 9 : Scénario 2.1 – Organe autonome/bureau de pays aux ÉFM.....	33
Tableau 10 : Scénario 2.2 – Organe autonome/bureau de pays aux Îles Marshall	34
Tableau 11 : Scénario 2.3 – Organe autonome/bureau de pays aux Palaos	34
Tableau 12 : Scénario 2.4 – Organe autonome/bureau de pays aux Îles Salomon	35
Tableau 13 : Scénario 2.5 – Organe autonome/bureau de pays à Vanuatu.....	35
Tableau 14 : Scénario 2.6 – Organe autonome/bureau de pays en PNG	36
Tableau 15 : Comparaison de l'Option 2 relative au Pacifique Nord.....	36
Tableau 16 : Comparaison de l'Option 2 relative au Pacifique Sud-Ouest	37
Tableau 17 : Coûts pour le pays hôte estimés pour l'option relative à l'établissement d'un organe autonome/bureau de pays	37
Tableau 18 : Option 3 – Chargé de pays nommé par le PROE dans les petits États insulaires.....	39
Tableau 19 : Scénario 4.1 – Maintien du statu quo	40
Tableau 20 : Scénario 4.2 – Statu quo aménagé.....	41
Tableau 21. Résumé de l'analyse coûts-avantages (Options 1 à 3)	43
Tableau 22 : Résumé de l'analyse coûts-avantages (Option 4)	44
 Figure 1. Évolution du budget du PROE entre 2002 et 2012	 40

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACB	Analyse coûts-avantages
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
CORP	Conseil des organisations régionales du Pacifique
CPS	Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
ÉFM	États fédérés de Micronésie
ÉTIO	États et territoires insulaires océaniques
FED	Fonds européen de développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FFA	Agence des pêches du Forum
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IRC	Évaluation indépendante du PROE
ONU	Organisation des Nations Unies
PIFS	Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PROE	Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement
RIF	Cadre institutionnel régional
SOPAC	Division géosciences et technologies appliquées (CPS)
SPBEA	Office du Pacifique Sud pour l'évaluation de l'éducation (CPS)
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USA	États-Unis d'Amérique
USP	Université du Pacifique Sud

1. RÉSUMÉ

Le rapport de l'Évaluation indépendante du PROE (2009) demandait aux Membres d'envisager la mise en œuvre d'une stratégie de décentralisation des activités du Secrétariat dans la région afin d'accroître son efficacité opérationnelle. Plutôt que d'adopter l'approche actuelle axée sur des projets ponctuels, ce rapport recommandait l'affectation d'agents du PROE dans des sites sous-régionaux stratégiques pour donner aux fonctionnaires des États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO) et au personnel du Secrétariat le temps nécessaire pour produire les résultats escomptés.

La 21^e Conférence du PROE a approuvé le concept d'une présence sous-régionale du PROE et a demandé au Secrétariat d'étudier les différentes options possibles à cet égard. Le Secrétariat a fait appel à un consultant indépendant, M. David Gowty, qui a présenté un rapport à la 22^e Conférence du PROE. Le rapport Gowty a identifié plusieurs approches sous-régionales et formulé des recommandations aux Membres concernant une présence sous-régionale en Mélanésie et en Micronésie.

La 22^e Conférence du PROE a noté le caractère indicatif des recommandations du rapport Gowty et a demandé au Secrétariat de procéder à une analyse des risques et des aspects financiers associés pour orienter leur décision concernant la possibilité d'établir une présence sous-régionale du PROE. La Conférence a également proposé que les approches suivantes soient évaluées :

- L'établissement de bureaux sous-régionaux, notamment de bureaux partagés avec d'autres organisations du CORP ;
- La tenue régulière de forums sous-régionaux ;
- Une présence régionale axée sur des projets ;
- Des chargés de pays en poste au siège du PROE ; et
- Le détachement d'agents du PROE auprès d'organismes d'exécution dans les pays.

KVAConsult a été engagé pour réaliser une analyse coûts-avantages (ACB) des options examinées dans le rapport Gowty et recensées dans le rapport des Amis du Président¹. La méthodologie de l'étude repose sur des entretiens avec des hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères et des correspondants techniques du PROE, d'autres organisations du CORP, des organisations régionales du Pacifique et des partenaires de développement dans les pays visités, ainsi que des téléconférences avec des représentants des pays Membres n'ayant pas fait l'objet d'une mission.

Le Rapport de l'ACB (désigné ci-après « le Rapport ») fournit des descriptions sommaires des principales approches pouvant être adoptées pour établir une présence sous-régionale du PROE. Il présente également une analyse coûts-avantages comparant ces approches pour aider les Membres du PROE à évaluer le moyen le plus efficace et rationnel de fournir les services régionaux nécessaires pour réaliser les objectifs prioritaires nationaux que sont la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement.

Le Rapport présente également les principales conclusions et les principaux messages issus des consultations avec les pays membres et les partenaires du PROE concernant l'établissement d'une présence sous-régionale.

¹ Rapport préparé lors de la 22^e Conférence annuelle du PROE par un groupe de représentants des pays membres pour définir la voie à suivre par le Secrétariat en tenant compte du rapport Gowty.

La majorité des personnes consultées était favorable à l'établissement par le Secrétariat d'une présence sous-régionale pour assister les pays membres qui en ont le plus besoin dans des domaines d'intervention communs nécessitant l'assistance du PROE. Diverses opinions ont toutefois été exprimées quant à la meilleure approche à adopter et aux modalités de mise en œuvre.

Bien que le principal objectif d'une présence sous-régionale soit d'améliorer la mise en œuvre du programme du PROE et d'aider les Membres à exécuter des programmes dans leur pays, les Membres étaient d'avis qu'il était essentiel que toute expansion associée à une présence sous-régionale n'ait pas d'influence négative sur la prestation des services existants du Secrétariat à l'ensemble des pays membres.

Les Membres se sont également exprimés en faveur d'une approche prudente et progressive, compte tenu des ressources limitées disponibles et de la capacité technique limitée du Secrétariat, tel qu'indiqué dans le Plan stratégique 2011-2015 (ci-après désigné le Plan stratégique). Les préoccupations concernant une présence sous-régionale étaient également liées à une possible fragmentation des activités du PROE et à la tendance actuelle, au sein des organisations du CORP, à mettre leurs ressources en commun, conformément au RIF. En outre, dans le climat économique actuel hérité de la crise économique mondiale, les pays membres doivent répondre à des sollicitations croissantes pour financer leurs budgets nationaux et les priorités régionales et ne sont pas prêts à envisager l'augmentation de leurs contributions pour financer une importante initiative sous-régionale.

Les Membres étaient généralement favorables à l'établissement d'une présence sous-régionale dans le Pacifique Nord visant la prestation de services viables, de meilleure qualité et d'un bon rapport coût-efficacité, en se fondant sur l'ampleur des besoins et des dépenses compte tenu des contraintes géographiques et financières liées à la fourniture d'assistance aux Membres de cette région à partir du siège du PROE, à Apia. Lors des missions dans les pays, deux sites possibles ont été envisagés : Pohnpei et Majuro. Le communiqué MATA² du Sommet des présidents micronésiens, tenu à Majuro le 5 juillet 2012, a noté que les présidents des États fédérés de Micronésie et de la République des Palaos ont appuyé la proposition de la République des Îles Marshall d'accueillir le bureau sous-régional du PROE pour le Pacifique Nord.

Les avis étaient toutefois partagés quant au besoin d'une présence sous-régionale dans le Pacifique Sud-Ouest, compte tenu de l'accès existant à l'aide au développement et des capacités techniques des pays, bien que les Membres aient reconnu le besoin que le PROE travaille de manière plus structurée avec les autres organisations du CORP et les organes régionaux pour améliorer la collaboration et la coordination de leurs services respectifs afin d'appuyer la réalisation des objectifs prioritaires de développement des pays dans les domaines relevant de leur mandat. Le protocole d'accord récemment signé par la CPS et le Secrétariat du Groupe du fer de lance mélanésien, qui définit les domaines de responsabilité partagée, a été cité comme modèle pour régir ce type de partenariat.

Le développement de partenariats avec d'autres organismes régionaux et internationaux pour exécuter des activités ciblées à l'échelon national est l'une des « *évolutions stratégiques* » mises en avant dans le Plan stratégique, par opposition à une approche reposant sur le « *statu quo* », pour faire des choix propres à répondre aux attentes des Membres compte tenu des ressources actuelles et anticipées du Secrétariat.

²Communiqué MATA du 5 juillet 2012 du 12^e Sommet des présidents micronésiens

Le règlement financier du PROE définit deux grandes catégories de financement : le financement de base et le financement de programmes et de projets. Le financement du budget de base, qui provient essentiellement des contributions statutaires des Membres, n'a pas augmenté depuis 10 ans et représente actuellement environ 14 %³ du budget total du Secrétariat pour 2012. En l'absence d'augmentation appréciable du financement de base dans un avenir prévisible, la capacité du Secrétariat à soutenir une présence sous-régionale sera fortement limitée.

Les partenaires de développement Membres du PROE ont indiqué qu'ils n'étaient pas prêts à fournir des crédits supplémentaires pour financer une présence sous-régionale et qu'ils n'appuieraient une telle initiative que si elle était « *sans incidence sur les coûts* ». Aucun des Membres consultés n'était prêt à accepter une augmentation des contributions pour financer une présence sous-régionale.

Critères relatifs à une présence sous-régionale ou nationale du PROE

Le Rapport suggère également d'autres aspects devant être pris en compte pour compléter l'analyse coûts-avantages et aider le Secrétariat et ses Membres à procéder à un examen continu des approches les plus efficaces sur le plan des coûts et les plus durables concernant la prestation de services à ses Membres. Ces suggestions sont les suivantes :

- a. **Établir un seuil minimum concernant la taille ou l'ampleur du budget-programme du Secrétariat** et se demander s'il justifie qu'une sous-région ou un Membre bénéficie des coûts associés à l'établissement d'une présence sous-régionale ou nationale pour coordonner et gérer la mise en œuvre des projets et en rendre compte aux Membres et au Secrétariat. Les budgets-programmes fournis par le Secrétariat indiquent qu'au cours des trois dernières années (soit jusqu'au 31 décembre 2011) :
 - en moyenne, sept Membres ont reçu une assistance de moins de 100 000 \$ par an ;
 - en moyenne, six Membres ont reçu une assistance située entre 100 000 et 200 000 \$;
 - les autres Membres ont reçu une assistance située entre 200 000 et 400 000 \$, sauf un qui a reçu une assistance légèrement supérieure à 600 000 \$ au cours de l'année 2011.
 - Outre l'assistance directement apportée à l'échelon national, les Membres bénéficient également des programmes régionaux mis en œuvre par le PROE, qui représentent 68 % (7 millions de dollars É.-U.) de la moyenne des subventions et de l'assistance fournies par le PROE entre 2009 et 2011.
- b. **Un bureau sous-régional doit avoir des objectifs spécifiques et clairement énoncés** et être doté d'indicateurs de performance mesurables pour permettre le suivi des performances et l'examen par le Secrétariat de la raison d'être de chaque bureau ou de la présence sous-régionale. La prestation efficace et rationnelle de services du PROE dans la zone géographique desservie par ce bureau serait un objectif idéal mais devrait être évaluée en continu par rapport à des indicateurs mesurables.
- c. **Les pays membres désireux d'accueillir une présence sous-régionale ou nationale du PROE doivent s'engager par un accord de siège**, qui définit clairement les rôles et responsabilités des parties, notamment :

³Budget-programme du PROE pour 2012

- La fourniture par le pays hôte, à ses frais, de bureaux appropriés pour les agents du PROE en poste dans le pays et les agents du siège en mission dans la sous-région ou le pays dans le cadre de travaux d'assistance technique. Ces bureaux devront comprendre une salle de réunion/lecture ;
- Une assistance concernant l'accès des bureaux à des services appropriés de communication, de sécurité et d'approvisionnement en eau et en électricité ;
- Une assistance concernant l'obtention des visas et permis de résidence et de travail pour les agents du PROE et leurs familles ;
- La garantie des privilèges et immunités (le cas échéant) ;
- Une aide à la recherche de logements pour les agents ;
- L'exonération d'impôt du bureau et des agents du PROE qui ne sont pas des ressortissants du pays hôte ;
- Une contribution aux frais de fonctionnement et d'entretien des bureaux.

- d. **Les approches sous-régionales doivent faire l'objet d'une analyse coûts-avantages** : L'ACB est un outil analytique permettant d'évaluer la viabilité financière des différentes approches envisagées pour une présence sous-régionale. Elle repose sur une analyse du rapport coût-efficacité des différentes options afin d'établir si les avantages l'emportent sur les coûts.

Le fonctionnement et la performance de toutes les options relatives à une présence sous-régionale doivent faire l'objet d'une analyse coûts-avantages périodique pour veiller à ce que les coûts financiers et humains ne l'emportent pas sur les avantages dont bénéficient les Membres visés par cette présence.

Approches concernant une présence sous-régionale du PROE

- a. **Option 1 : Hébergement conjoint du PROE** : Cette approche repose sur l'établissement d'un bureau sous-régional ou géographique du PROE pour coordonner et exécuter des services ciblés à l'intention de Membres spécifiques. Cette approche repose également sur l'hébergement du PROE au sein d'une organisation du CORP ou d'une institution comparable, c'est-à-dire le partage des bureaux, agents de soutien, services généraux et administratifs, systèmes de comptabilité et de communication de cette organisation ou institution.

Quatre scénarios sont présentés ci-dessous pour cette première option :

- 1.1 **États fédérés de Micronésie** : conformément à la recommandation du rapport Gowty relative à l'hébergement du PROE au sein de la CPS ;
- 1.2 **République des Îles Marshall** : conformément aux consultations avec les autorités des Îles Marshall et à la résolution des présidents des Palaos, des ÉFM et des Îles Marshall lors du 12^e Sommet des présidents micronésiens, tenu à Majuro le 5 juillet 2012, appuyant la candidature des Îles Marshall à l'accueil de la présence sous-régionale du PROE ;
- 1.3 **République de Vanuatu** : conformément à la recommandation du rapport Gowty, aux retours d'informations des pays membres et à la déclaration sur l'environnement et le changement climatique adoptée en avril 2012 par les dirigeants du Groupe du fer de lance à la suite du Sommet des dirigeants.
- 1.4 **Îles Salomon** : conformément aux consultations relatives à l'hébergement du PROE au sein de la CPS ou de la FFA.

- b. **Option 2 : Organe autonome ou bureau de pays** : Des scénarios reposant sur l'implantation d'un organe autonome sont présentés dans le cadre de l'établissement de bureaux nationaux dans les six pays répertoriés ci-dessous. La sélection des pays repose sur les informations fournies par les pays membres concernant les sites potentiels d'implantation d'un organe autonome (dans le cadre des consultations menées par Gowty en 2011 et KVAConsult en 2012).

- 2.1 États fédérés de Micronésie
- 2.2 République des Îles Marshall
- 2.3 République des Palaos
- 2.4 Îles Salomon
- 2.5 République de Vanuatu
- 2.6 Papouasie-Nouvelle-Guinée

- c. **Option 3 : Chargés de pays nommés par le PROE dans les petits États insulaires (modèle adapté)** : Les Membres pourraient envisager le dispositif opérationnel mis en place par le Secrétariat du Forum, à savoir la nomination de chargés de pays dans les petits États insulaires membres pour veiller à la coordination et à la mise en œuvre du Plan pour le Pacifique et à la remontée de l'information aux Membres et au Secrétariat.

Les avis exprimés par les pays lors des consultations étaient favorables à l'adaptation du modèle de chargés de pays nommés par le Secrétariat du Forum dans le cadre du Plan pour le Pacifique afin de fournir un soutien aux pays membres grâce au détachement d'agents techniques qualifiés auprès des correspondants techniques du PROE, en particulier dans les petits États insulaires. Les critères à prendre en compte sont les ensembles de compétences nécessaires dans les domaines prioritaires stratégiques du PROE devant être ciblés dans le pays d'accueil, la gestion des projets, les compétences en suivi et évaluation, ainsi que la coordination des politiques et les capacités relationnelles nécessaires pour développer les relations entre le Secrétariat et le pays hôte.

Plusieurs pays membres consultés ont indiqué qu'ils étaient prêts à travailler avec le PROE pour adopter une approche progressive qui tiendrait compte des préoccupations des partenaires de développement relatives au rapport coût-efficacité de l'initiative sous-régionale et à l'insuffisance des moyens du PROE pour financer un bureau autonome. À cet égard, de nombreux pays ont noté que le PROE pourrait dans un premier temps envisager de nommer des chargés de pays (à l'instar de ceux du Secrétariat du Forum chargés du Plan pour le Pacifique) pour contribuer à la coordination et à la mise en œuvre nationales des projets nationaux bénéficiant de l'aide du PROE.

- d. **Option 4 : Le statu quo** : Cette option revient à ne rien faire, c'est-à-dire à maintenir l'état actuel des choses sans établir de présence sous-régionale. Cette option est appuyée par plusieurs facteurs :

- Les préoccupations des Membres quant à la « *neutralité financière* » d'une présence sous-régionale, qui ne devrait selon eux pas entraîner d'augmentation de leurs contributions statutaires annuelles ;
- La priorité devant être accordée au règlement des questions recensées dans le Plan stratégique 2011-2015 concernant les capacités techniques limitées du Secrétariat et ses effectifs insuffisants pour répondre efficacement aux attentes croissantes des Membres ; et
- Les préoccupations relatives aux éventuelles incidences de l'approche sous-régionale, à savoir la fragmentation et la fragilisation possibles de la capacité du PROE à servir la cause de l'ensemble de ses Membres.

Les discussions menées avec la direction du PROE laissent penser qu'elle procède à la consolidation des activités du Secrétariat pour améliorer les services fournis aux Membres, tout en collaborant avec les organismes partenaires pour renforcer ses mécanismes de financement dans l'intérêt à long terme des Membres.

La direction du PROE a manifesté l'intention d'établir, au sein du Secrétariat, une unité de politique stratégique, de planification, et de suivi et d'évaluation afin d'améliorer sa capacité de coordination de grands projets, notamment dans son rôle d'entité d'exécution du FEM pour le Pacifique en tant qu'organisation chef de file du CORP sur le changement climatique.

Deux scénarios ont été envisagés pour l'Option 4 :

- 4.1 **Maintien du statu quo** (pas de modification des opérations existantes)
- 4.2 **Statu quo aménagé** (établissement d'une unité de politique stratégique, de planification, et de suivi et d'évaluation)

Concernant les options possibles pour une présence sous-régionale, la direction du PROE a adopté une « *position neutre* », étant d'avis que cette initiative revient aux Membres et que le Secrétariat s'appuiera sur les décisions devant être prises par les Membres à la lumière du présent rapport. Il est toutefois pleinement conscient des problèmes associés aux faibles ressources dont il dispose actuellement.

Autres options et questions

- (i) **Présence régionale ou sous-régionale axée sur les projets** : Cette option est justifiée pour la mise en œuvre de vastes projets multipays sur l'environnement ou le changement climatique, financés par les donateurs, pour lesquels des experts ou des conseillers techniques doivent être présents dans les pays pour participer à leur mise en œuvre en collaboration étroite avec les correspondants nationaux. La présence régionale ou sous-régionale axée sur les projets est limitée à la durée des financements des projets, de sorte que les experts engagés et présents dans les pays membres en vue de la mise en œuvre et du suivi des volets nationaux des projets quittent le pays lorsque ceux-ci s'achèvent ou que leur financement prend fin. Ce dispositif est particulièrement bien illustré par le Projet Énergies renouvelables et efficacité énergétique dans les pays ACP du Pacifique Nord (North-REP) financé par l'UE, qui couvre les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall et les Palaos et repose sur la présence de conseillers énergétiques dans ces trois pays, assistés d'une petite équipe de gestion basée au Bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord à Pohnpei.
- (ii) **Tenue régulière de forums sous-régionaux** : Les Membres pourraient envisager d'encourager un plus grand nombre de forums, réunions, formations et ateliers sous-régionaux, en particulier pour les pays du Pacifique Nord. L'organisation de réunions sous-régionales dans le Pacifique Nord est plus efficace sur le plan des coûts et permet une représentation accrue des Membres, compte tenu des frais de déplacement d'un participant par pays au Samoa ou aux Fidji dans le cadre de réunions ou d'ateliers « régionaux ». Les déplacements nécessaires pour participer à des forums régionaux organisés dans le Sud détournent les hauts fonctionnaires de leur travail et nuisent à la capacité des Membres à mettre en œuvre des projets dans leur pays. Il a également été suggéré de réduire le nombre de réunions. Les forums sous-régionaux organisés dans le

Nord pourraient coïncider avec le Sommet des présidents micronésiens⁴ ou les réunions des dirigeants micronésiens qui ont pour objet d'examiner les grands enjeux communs, les avantages mutuels et la coopération.

- (iii) **Stratégies du PROE axées sur des pays spécifiques :** Plusieurs représentants nationaux consultés ont proposé que le Secrétariat étudie l'intérêt d'élaborer des stratégies de pays dans le but de renforcer la hiérarchisation des priorités relatives aux activités nationales et régionales devant recevoir le soutien du Secrétariat. Ces stratégies refléteraient les objectifs nationaux de développement convenus entre le Membre concerné et le Secrétariat ainsi que l'accord conclu entre les deux parties du point de vue de leurs obligations mutuelles concernant la contribution de contrepartie du Membre et l'assistance technique consultative devant être fournie par le Secrétariat pour veiller à la bonne réalisation des objectifs convenus.

Récapitulatif des options concernant une présence sous-régionale et de leur incidence financière

Lors de l'examen des divers scénarios de l'ACB, chaque aspect des coûts et avantages a été évalué en termes monétaires sur une période de cinq ans en utilisant les données disponibles. L'ACB a été réalisée en termes strictement financiers. Toutefois, d'importants facteurs qualitatifs, soulignés en tant qu'avantages ou que risques potentiels lors de la consultation des Membres, n'ont pas été intégrés dans l'analyse et devront être pris en compte avec les résultats de l'ACB lors de la sélection des options privilégiées concernant l'établissement d'une présence sous-régionale.

Les paragraphes suivants récapitulent les résultats de l'ACB pour chaque option envisagée pour l'établissement d'une présence sous-régionale :

a. Bureau sous-régional hébergé au sein d'autres organisations du CORP ou d'organisations régionales semblables.

Pacifique Nord :

Première option : Hébergement au sein du Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru à Majuro (Îles Marshall)

Deuxième option : Hébergement au sein du bureau de la CPS pour le Pacifique Nord à Pohnpei (ÉFM)

Troisième option : Organe autonome ou bureau de pays aux Palaos

(Remarque : Les avantages pour le PROE et les Membres découlant d'approches coordonnées et de synergies dans le cas d'un hébergement au sein de la CPS, compte tenu de leur complémentarité et du chevauchement partiel de leur mandat, ne sont pas pris en compte dans l'ACB).

Pacifique Sud-Ouest :

Première option : Hébergement au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance à Vanuatu

Deuxième option : Hébergement au sein de la CPS ou de la FFA aux Îles Salomon

Troisième option : Organe autonome ou bureau de pays à Vanuatu

⁴ Le Sommet des présidents micronésiens se tient tous les ans et rassemble les présidents des États fédérés de Micronésie, de la République des Palaos et de la République des Îles Marshall. Le Sommet des dirigeants micronésiens se réunit une à deux fois par an en fonction des grands enjeux devant être examinés. Il rassemble les gouvernements des États fédérés de Micronésie, de la République des Palaos et de la République des Îles Marshall.

(Remarque : À l'instar de l'option envisagée pour le Pacifique Nord, les avantages découlant d'approches coordonnées et de synergies dans le cas d'un hébergement du PROE dans le Pacifique Sud-Ouest au sein de la CPS, de la FFA ou du Secrétariat du Groupe du fer de lance, compte tenu de la complémentarité de leurs mandats techniques, ne sont pas pris en compte dans l'ACB).

b. Organe autonome ou bureau de pays

L'établissement d'organes autonomes ou de bureaux de pays représente une option coûteuse et non viable, compte tenu du financement de base limité du PROE, du climat économique actuel régnant dans la majorité des partenaires de développement du Pacifique et de la réticence des Membres à l'idée d'une augmentation de leurs contributions statutaires.

c. Adaptation du modèle de chargés de pays nommés par le PROE dans les petits États insulaires

Les Membres préfèrent généralement ce modèle qu'ils considèrent comme un moyen rentable de fournir au Secrétariat et aux ministères techniques référents des petits États insulaires une capacité dans les pays pour contribuer à la coordination, la planification et la gestion des projets, y compris le suivi et les rapports au Membre et au Secrétariat concernant les services et l'assistance technique appuyés ou coordonnés au jour le jour par le PROE. Le Tableau 1 résume l'ACB relative au détachement de chargés de pays du PROE auprès des ministères techniques référents, dans le cadre d'accords de siège, à l'engagement de personnel dûment qualifié et à la prestation de services d'appui, selon un dispositif semblable à celui actuellement adopté pour les chargés de pays du Secrétariat du Forum en poste dans les petits États insulaires.

Le Secrétariat pourra décider de ne pas détacher de chargés de pays dans tous les petits États insulaires et de les détacher auprès des Membres où le besoin est justifié au regard de la taille du programme de travail du PROE dans le pays et des besoins de renforcement des capacités, pour permettre au correspondant national de coordonner et gérer efficacement un tel programme.

Le Tableau 1 ci-dessous présente les résultats de l'ACB pour les différents scénarios des Options 1 à 3, avec leur classement en termes de rapport coûts-avantages.

d. Statu quo

L'ACB pour les deux scénarios axés sur le statu quo est présentée dans le Tableau 2.

Tableau 1 : Résumé de l'analyse coûts-avantages (Options 1 à 3)

	OPTION 1		OPTION 2		OPTION 3	Class ^t général
	Moyenne ann. sur 5 ans	Class ^t	Moyenne ann. sur 5 ans	Class ^t	Moyenne ann. sur 5 ans	
PACIFIQUE NORD						
États fédérés de Micronésie						
Total des avantages	70 194		53 486			2
Total des coûts	205 794	2	290 352	3		Héberg. conj.
Excédent coûts/avantages	-135 599		-236 866			5
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 390		2 390			Org. auto.
République des Îles Marshall						
Total des avantages	85 169		70 177			1
Total des coûts	214 387	1	279 979	2		Héberg. conj.
Excédent coûts/avantages	-129 217		-209 802			4
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 343		2 343			Org. auto.
République des Palaos						
Total des avantages			80 101			3
Total des coûts			285 993	1		Org. auto.
Excédent coûts/avantages			-205 893			
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres			2 343			
PACIFIQUE SUD-OUEST						
République de Vanuatu						
Total des avantages	101 875		84 293			1
Total des coûts	225 449	1	268 778	1		Héberg. conj.
Excédent coûts/avantages	-123 574		-184 485			3
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 390		2 390			Org. auto.
Îles Salomon						
Total des avantages	96 894		65 013			2
Total des coûts	223 138	2	276 094	2		Héberg. conj.
Excédent coûts/avantages	-126 244		-211 081			4
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 331		2 331			Org. auto.
Papouasie-Nouvelle-Guinée						
Total des avantages			75 004			
Total des coûts			294 152	3		5
Excédent coûts/avantages			-219 148			Org. auto.
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres			2 480			
Chargés de pays du PROE						
Total des avantages					399 535	
Total des coûts					410 592	1
Excédent coûts/avantages					-11 057	

Tableau 2 : Résumé de l'analyse coûts-avantages (Option 4)

OPTION 4	Moyenne annuelle sur 5 ans
Maintien du statu quo	
Avantages totaux	0
Coûts totaux	0
Excédent coûts/avantages	0
Statu quo aménagé	
Avantages totaux	0
Coûts totaux	229 148
Excédent coûts/avantages	-229 148

Voie à suivre proposée

Le Rapport suggère que les Membres et le Secrétariat avancent prudemment dans la mise en œuvre d'une présence sous-régionale compte tenu du contexte économique délicat dans lequel les partenaires de développement et les Membres se trouvent et des sources de financement limitées du Secrétariat. Les étapes suivantes représentent la stratégie minimale à suivre pour établir une présence sous-régionale du PROE pour la durée restant à courir du Plan stratégique et comprennent une importante initiative de renforcement des capacités pour collaborer avec les partenaires de développement qui financent les projets et programmes du Secrétariat et de ses Membres.

1. Établir une présence sous-régionale minimale dans le Pacifique Nord, qui est la région ayant les plus grands besoins du fait de son isolement géographique, des coûts associés à la gestion et à l'exécution des services à partir d'Apia et des faibles capacités nationales.
2. La présence dans le Pacifique Nord peut prendre la forme d'un bureau sous-régional hébergé au sein d'une organisation du CORP ou d'une organisation régionale océanienne semblable, dirigé par un coordinateur sous-régional et appuyé par un chargé de pays technique désigné par le PROE dans chacun des deux pays qui n'hébergent pas le bureau. Les chargés de pays seront détachés dans le ministère référent du PROE dans chaque pays.
3. L'autre possibilité consisterait à placer un chargé de pays désigné par le PROE dans le ministère référent technique de chacun des trois Membres du Pacifique Nord.
4. Le PROE négociera avec le Secrétariat du Groupe du fer de lance à Port-Vila (Vanuatu) un accord de partenariat qui fournira un dispositif structuré et officiel pour collaborer et coordonner les programmes de travail et la prestation de services des deux organisations de la sous-région du Pacifique Sud-Ouest, à savoir la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu. Il ne sera pas nécessaire de détacher un agent du PROE auprès du Secrétariat du Groupe du fer de lance.
5. Le maintien du statu quo, qui revient à ne rien faire, ne représente pas une option satisfaisante. Le Rapport est fortement favorable à l'initiative de la direction du PROE visant la création d'une unité de politique stratégique, de planification, de suivi et d'évaluation au sein du Secrétariat.

2. CONTEXTE ET HISTORIQUE

Le rapport de l'Évaluation indépendante du PROE (2009) demandait aux Membres d'envisager la mise en œuvre d'une stratégie de décentralisation des activités du Secrétariat dans la région afin d'accroître son efficacité opérationnelle. Plutôt que d'adopter l'approche actuelle axée sur des projets ponctuels, ce rapport recommandait l'affectation d'agents du PROE dans des sites sous-régionaux stratégiques pour donner aux fonctionnaires des États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO) et au personnel du Secrétariat le temps nécessaire pour produire les résultats escomptés.

a. DÉCISION DE LA 21^E CONFÉRENCE DU PROE

La 21^e Conférence du PROE, tenue à Madang, a approuvé le concept d'une présence sous-régionale du PROE et a demandé au Secrétariat d'étudier les différentes options possibles à cet égard. L'établissement d'une présence sous-régionale du PROE est motivé par le désir de renforcer les activités des Membres et de les aligner sur le Plan stratégique 2011 – 2015 en s'acquittant de son mandat régional, à savoir : *« Promouvoir la coopération dans la région du Pacifique et prêter son concours en vue de protéger et améliorer l'environnement de celle-ci ainsi que pérenniser le développement pour les générations actuelles et futures »*.

b. RECOMMANDATIONS DU RAPPORT GOWTY⁵

Le rapport Gowty préparé à la demande du PROE pour donner suite à la décision de la 21^e Conférence du PROE a recommandé les options suivantes :

- Option 1 : Hébergement conjoint avec une organisation du CORP ou autre
- Option 2 : Organe autonome avec plusieurs agents appuyant divers projets régionaux
- Option 3 : Organe autonome avec plusieurs agents chargés d'appuyer divers projets nationaux
- Option 4 : Organe autonome avec un agent chargé d'appuyer un projet national

c. DÉCISION DE LA 22^E CONFÉRENCE DU PROE

La 22^e Conférence du PROE, tenue à Apia, a demandé au Secrétariat de procéder à une analyse des risques et des aspects financiers associés aux recommandations du rapport Gowty et des approches suivantes recensées par les Amis du Président pour guider les Membres dans leur examen des approches efficaces sur le plan des coûts concernant l'établissement d'une présence sous-régionale :

- L'établissement de bureaux sous-régionaux, notamment de bureaux partagés avec d'autres organisations du CORP ;
- La tenue régulière de forums sous-régionaux ;
- Une présence régionale axée sur les projets ;
- Des chargés de pays en poste au siège du PROE ; et
- Le détachement d'agents du PROE auprès d'organismes d'exécution dans les pays.

⁵Gowty 2011, Rapport préliminaire devant aider le Secrétariat du PROE à étudier les options concernant l'établissement d'une présence sous-régionale dans la région Pacifique.

3. MANDAT

KVAConsult a été engagé vers la fin de juin 2012 pour réaliser une analyse coûts-avantages des options examinées dans le rapport Gowty et des approches suggérées dans le rapport des Amis du Président.

La méthodologie adoptée pour l'analyse coûts-avantages était la suivante :

1. **Étude bibliographique, étude et recherche documentaire** : a compris l'examen des politiques, plans, programmes de travail et budgets annuels et dépenses effectives du PROE pour la période 2007 à 2012, ainsi que le rapport Gowty et des documents complémentaires. La liste complète des documents examinés figure à l'Annexe 4.
2. **Questionnaire** : Compte tenu du très faible taux de réponse des Membres au précédent questionnaire et des contraintes de temps, il a été convenu que les Membres seraient consultés dans le cadre de missions dans les pays et de téléconférences.
3. **Missions dans les pays** : Des consultations et des missions dans les pays ont été menées entre le 28 juin et le 27 juillet 2012. Les pays suivants ont été sélectionnés :
 - **Les Fidji**, compte tenu de la présence du Secrétariat du Forum et de la CPS, d'importants partenaires de développement et de postes diplomatiques de plusieurs États insulaires océaniques membres du PROE ;
 - **Les États fédérés de Micronésie**, pour rencontrer des fonctionnaires de l'administration publique, des agents du Bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord et du Secrétariat de la Commission des pêches du Pacifique central et occidental (CPPCO) et pour recueillir les expériences du Bureau de la CPS pour le Pacifique Nord ;
 - **La République des Îles Marshall**, en vue de consultations avec les autorités nationales et le Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru ;
 - **Les Îles Salomon**, en vue de consultations avec les autorités nationales, la direction de la FFA et le directeur du Bureau de pays de la CPS ;
 - **Vanuatu**, en vue de consultations avec les autorités nationales et le Secrétariat du Groupe du fer de lance ; et
 - **Le Samoa**, en vue de consultations avec les autorités nationales, en tant que pays hôte du Secrétariat du PROE, les missions diplomatiques australienne et néo-zélandaise à Apia ainsi que le siège de l'administration des Tokélaou à Apia.
4. **Téléconférences** : Des téléconférences ont été organisées avec les représentants des pays membres n'ayant pas fait l'objet de missions.

La liste complète des personnes consultées dans le cadre des missions dans les pays et des téléconférences figure à l'Annexe 3. Bien que tout ait été mis en œuvre pour organiser des téléconférences avec les pays membres qui n'ont pas fait l'objet de missions, à la date du 7 août 2012, ces téléconférences n'avaient pas eu lieu avec les quatre pays suivants : Îles Cook, République des Palaos, Royaume des Tonga et Samoa américaines.
5. **Présentation à la direction du PROE** : Le projet de rapport a été présenté en août 2012 à la direction du PROE pour observations et commentaires, avant la 23^e Conférence du PROE.

4. RÉCAPITULATIF DES RÉPONSES OBTENUES LORS DES CONSULTATIONS AVEC LES MEMBRES ET PARTENAIRES DU PROE

a. PRINCIPALES CONCLUSIONS

- La majorité des personnes consultées était favorable à l'établissement par le PROE d'une présence sous-régionale pour assister les pays membres qui en ont le plus besoin dans des domaines d'intervention communs nécessitant l'assistance du PROE. Diverses opinions ont toutefois été exprimées quant à la meilleure approche à adopter et aux modalités de mise en œuvre.
- Il a été jugé essentiel que toute expansion associée à une présence sous-régionale n'ait pas d'influence négative sur la prestation des services existants du Secrétariat à l'ensemble des pays membres. Le principal objectif d'une présence sous-régionale est d'améliorer la mise en œuvre du programme du PROE et d'aider les Membres à exécuter des programmes dans leur pays, plutôt que d'adopter l'approche actuelle axée sur des projets ponctuels.
- Le processus consultatif a attiré l'attention sur la question de savoir si le Secrétariat a la capacité technique et financière nécessaire pour appuyer une telle initiative et si l'expansion des activités du PROE au niveau sous-régional renforcerait vraiment l'ambition des pays membres. Il a également révélé des craintes quant à l'impact d'une présence sous-régionale ambitieuse du PROE, compte tenu des problèmes recensés dans le Plan stratégique concernant les capacités techniques limitées du Secrétariat et ses effectifs insuffisants pour répondre efficacement aux attentes des Membres.
- Les principales autres questions concernant une présence sous-régionale étaient liées à une possible fragmentation des activités du PROE et à la tendance actuelle, au sein des organisations du CORP, à mettre en commun leurs ressources, conformément aux prescriptions du RIF. En outre, dans le climat économique actuel hérité de la crise économique mondiale, les pays membres doivent répondre à des sollicitations croissantes pour financer leurs budgets nationaux et les priorités régionales et ne sont pas prêts à envisager l'augmentation de leurs contributions pour financer une importante initiative sous-régionale.
- Il a été mentionné que les Membres nécessitant la plus grande aide de la part du Secrétariat sont les petits pays micronésiens et polynésiens. Les pays mélanésiens semblent en revanche généralement mieux placés pour répondre aux besoins nationaux en raison d'un meilleur accès à l'aide au développement bilatérale et multilatérale, des capacités humaines et financières relativement plus importantes de leur secteur public et de la richesse de leurs ressources naturelles. Il semble toutefois généralement admis que, si le PROE doit établir une présence sous-régionale hors d'Apia à court ou moyen terme, celle-ci devrait cibler les Membres du Pacifique Nord du fait de leur isolement et du coût associé à l'exécution des services à partir d'Apia.
- L'hébergement conjoint du PROE avec une autre organisation du CORP est généralement soutenu en tant qu'option « *logique* » pour minimiser les coûts d'établissement d'un bureau et améliorer la collaboration et la coordination en vue de fournir une aide mieux ciblée répondant aux besoins des Membres. L'amélioration de la coordination pour minimiser les chevauchements

a été soulignée comme l'un des impacts positifs pouvant découler d'une présence sous-régionale dans le Pacifique Nord.

- Le modèle de la CPS en Mélanésie et dans le Pacifique Nord pourrait servir de référence au PROE s'il décide de partager des bureaux dans le cadre de l'établissement d'une présence sous-régionale. Les personnes interrogées ont noté les synergies existant entre les deux organisations techniques du CORP que sont la CPS et le PROE, en termes de complémentarité et de compatibilité. Toutefois, d'aucuns se disent préoccupés par le fait que le mandat, les dispositifs institutionnels et les programmes de travail de la CPS sont plus vastes que celui du PROE et que l'hébergement de ce dernier au sein d'un bureau de la CPS pourrait se faire à ses dépens. La CPS est favorable à un hébergement conjoint avec le PROE. La CPS continue d'accroître ses effectifs dans le Pacifique Nord, ce qui pourrait à long terme obliger le PROE à se doter de ses propres locaux.
- Il pourrait être utile d'examiner comment les protocoles d'accord entre les organisations du CORP et d'autres organisations régionales océaniques, tels que le récent accord entre la CPS et le Secrétariat du Groupe du fer de lance, pourraient être utilisés pour développer la coordination des interventions régionales, sous-régionales et nationales afin de permettre la prestation de services rentables et efficaces pour aider les Membres à atteindre leurs objectifs prioritaires de développement dans les secteurs relevant de leurs mandats respectifs. Ces dispositifs ont pour objet d'améliorer les synergies et de minimiser les doubles emplois mais aussi et surtout de veiller à ce que la mise en œuvre des projets et programmes ait le plus grand impact possible sur les pays membres et leur population.
- La FFA utilise différents moyens pour établir sa présence dans la région et les sous-régions, où toutes ses activités doivent être justifiées en tant que parties techniques intégrantes d'un programme. Les agents de la FFA concernés sont régis par les conditions et modalités du programme de la FFA. La FFA estime que cette approche lui offre la souplesse nécessaire tout en apaisant les craintes des bailleurs et des principaux pays donateurs quant à son budget ordinaire.
- Pour ce qui est des pays mélanésiens consultés, le rôle et l'importance du PROE ont été notés, tout comme le désir d'améliorer les capacités concrètes des membres du Groupe du fer de lance. La mise en place d'une unité sur l'environnement et le changement climatique au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance, à Port-Vila (Vanuatu), est actuellement à l'étude. Cette étude en est au stade conceptuel et définit actuellement le cadre, le plan de travail et les coûts associés à l'établissement d'une telle unité. Il s'agit d'un domaine critique nécessitant une plus grande collaboration entre le PROE et le Secrétariat du Groupe du fer de lance afin de déterminer la meilleure approche devant être adoptée pour la sous-région mélanésienne.
- Le concept de sous-groupes « micronésien » et « mélanésien » a également suscité les préoccupations de pays tels que Nauru et Kiribati qui sont rattachés à la Micronésie mais ne bénéficieraient pas de l'établissement d'un bureau sous-régional dans le Pacifique Nord.
- Plusieurs pays membres consultés sont prêts à travailler avec le PROE pour adopter une approche progressive qui tiendrait compte des préoccupations des partenaires de développement relatives au rapport coût-efficacité de l'initiative sous-régionale et à l'insuffisance des moyens du PROE pour financer un bureau autonome. À cet égard, de nombreux pays ont noté que le PROE pourrait dans un premier temps envisager de nommer des chargés de pays (à l'instar de ceux du Secrétariat du Forum chargés du Plan pour le Pacifique) pour contribuer à la coordination et à la mise en œuvre nationales des projets nationaux bénéficiant de l'aide du PROE.

- La modification du modèle de chargé de pays utilisé par le Secrétariat du Forum pour le Plan pour le Pacifique a été considérée d'un œil favorable par les Membres interrogés, mais l'efficacité du poste dépend souvent de la personne recrutée et de ses capacités et connaissances concernant les processus nationaux ainsi que de son aptitude à coordonner et articuler les questions nationales avec les travaux du Secrétariat du Forum. Les compétences et l'expérience associées à ce poste nécessitent des connaissances sur les processus nationaux, la coordination des politiques et la gestion et le suivi des projets. La préférence devrait être donnée à des agents nationaux expérimentés et techniquement qualifiés, capables de contribuer à la mise en œuvre des projets en tenant compte de leur évaluation par les correspondants techniques du PROE.
- Les partenaires de développement se sont quelque peu inquiétés du fait qu'une présence sous-régionale reposerait uniquement sur le rapport coût-efficacité et sur la neutralité financière. En effet, la prestation de services à un Membre sera toujours assortie d'un coût, lequel variera en fonction de la distance qui sépare le Membre d'Apia, de la fréquence et de la compétitivité des liaisons maritimes et aériennes, des capacités nationales et de la volonté du Membre de contribuer au financement et à la mise en œuvre des projets nationaux. D'aucuns ont estimé qu'une telle vision était empreinte de naïveté et se sont demandé : « *si la fourniture d'un service ou d'une assistance à un Membre n'est pas efficace sur le plan des coûts, le PROE doit-il pour autant ne pas le fournir ? Et que faire si personne d'autre ne l'offre ?* »
- Toutes les personnes interrogées ont pris note des incidences financières pour les pays membres au cas où le PROE envisagerait une plus grande présence sous-régionale et ont mentionné : a) le concept de l'utilisateur payeur ; b) l'aide au développement soumise à un processus compétitif ; et c) le besoin d'envisager une présence sous-régionale du PROE comme un investissement de longue haleine qui ajoutera de la valeur et réduira les coûts à long terme. En outre, le climat économique actuel a également été jugé comme un aspect essentiel devant être pris en compte par les Membres, alors qu'une présence sous-régionale au lendemain de la crise financière mondiale est considérée comme prématurée.
- Certains membres ont suggéré que le PROE envisage de réduire le nombre de réunions régionales (réunions ministérielles ou des représentants officiels), d'ateliers et d'actions de formation organisés dans le Sud, essentiellement aux Fidji au Samoa. Il a été suggéré qu'il est beaucoup plus efficace sur le plan des coûts et pertinent pour les Membres du Nord d'organiser ces réunions et ateliers à l'échelon sous-régional. Les exemples cités par les représentants officiels du Nord et les agents du Bureau de la CPS à Pohnpei suggèrent qu'il est nettement moins coûteux d'organiser une réunion sous-régionale à Guam, par exemple pour trois ou quatre participants, que d'envoyer un représentant de chaque pays à une réunion régionale aux Fidji ou au Samoa.
- Il a été mentionné que le PROE devrait dans l'intervalle élaborer une politique ou une directive générale en matière de décentralisation, semblable aux initiatives de la CPS et du PNUE. Le PNUE a formulé une politique en ce sens en 2009 pour décider de sa présence stratégique à l'échelle mondiale. Ce travail était axé sur une définition claire des rôles et responsabilités de la présence du PNUE dans les régions et au siège ; de la présence physique du PNUE dans les régions ; et de la mobilisation de capacités régionales et nationales supplémentaires dans le cadre de divers projets et initiatives du PNUE.

Le résumé des consultations est reproduit à l'Annexe 2.

b. APPROCHES CONCERNANT UNE PRÉSENCE SOUS-RÉGIONALE DU PROE

Plusieurs options ou approches concernant une présence sous-régionale du PROE ont été identifiées dans le rapport Gowty et le rapport des Amis du Président. Ces options et approches sont brièvement décrites ci-dessous :

(i) Établissement de bureaux sous-régionaux, notamment de bureaux partagés avec d'autres organisations du CORP

Cette approche repose sur l'établissement par le PROE d'un bureau géographique pour fournir des services ou répondre rapidement aux demandes d'un groupe de Membres, ce bureau étant partagé avec une organisation du CORP présente sur le même site ou avec une autre organisation régionale océanienne. Elle pourrait notamment donner lieu à l'hébergement du PROE au sein du Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru ou de l'USP à Majuro, ou de la CPS à Pohnpei, dans le cas d'un bureau sous-régional pour le Pacifique Nord ; de la CPS ou de la FFA à Honiara, ou du Secrétariat du Groupe du fer de lance à Port-Vila, dans le cas d'un bureau sous-régional pour le Pacifique Sud-Ouest (Îles Salomon, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu).

Un bureau sous-régional visera la prestation efficace et rationnelle de services du PROE aux Membres desservis par ce bureau. Ses principaux objectifs seront de maintenir des relations étroites avec les gouvernements des Membres concernés et de coordonner la prestation des services techniques du PROE aux Membres, y compris la représentation du PROE aux concertations ou forums sous-régionaux et nationaux de planification et de politique liés à ses mandat et programmes.

Cette approche présente les avantages suivants :

- Moyen efficace sur le plan des coûts pour établir une présence dans le pays en partageant les coûts associés ;
- Possibilité d'accroître les effectifs et de développer les programmes de l'organisation de manière progressive et relativement harmonieuse ;
- Possibilité pour le personnel de participer à des échanges professionnels intersectoriels dans un environnement collégial, créatif et productif ; et
- Coordination et cohérence accrues des approches sous-régionales et des activités des programmes menés par les organisations partageant un bureau, d'où la prestation de services rentables et efficaces aux Membres.

Les risques associés à cette approche, mentionnés dans le rapport Gowty sont les suivants :

- Le risque d'une utilisation disproportionnée des locaux et des installations par l'une des parties, d'un partage inéquitable des coûts et de conflits de loyauté entre agents de soutien ;
- Le risque que la dénonciation de l'accord d'hébergement conjoint mette une organisation dans une situation difficile ; et
- Le risque d'un conflit de personnalités si, pour diverses raisons, une personne a du mal à partager harmonieusement le bureau.

(ii) Établissement d'une présence ou de bureaux nationaux dans certains pays membres pour fournir un correspondant national pour toutes les activités menées dans le pays avec l'assistance du PROE.

Les critères de sélection des pays membres susceptibles de bénéficier de tels bureaux devront être élaborés et reposeront généralement sur la taille des programmes appuyés ou coordonnés par le

PROE et sur le niveau d'assistance technique ou de soutien nécessaire pour que le Membre puisse efficacement mettre en œuvre les programmes.

Les options pouvant être envisagées reposeront sur l'établissement d'un bureau autonome du PROE ou le détachement d'agents du PROE dans les ministères d'exécution qui assument le rôle de correspondants techniques dans les pays concernés. Le bureau de pays de la CPS aux Îles Salomon est un exemple de bureau constitué pour appuyer et coordonner la mise en œuvre nationale d'un vaste programme et en rendre compte (*voir Étude de cas n° 1*).

Étude de cas n° 1 : Bureau de pays

Bureau de pays de la CPS aux Îles Salomon

L'objectif du bureau de pays de la CPS aux Îles Salomon est de veiller à la prestation efficace et rationnelle des services fournis par la CPS à ce pays. Ce bureau a notamment pour mission de coordonner la mise en œuvre de la stratégie de pays conjointe des Îles Salomon et de la CPS. Il fournit également un appui au personnel de terrain de la CPS travaillant aux Îles Salomon et aux agents de la CPS en mission dans ce pays.

Ses principaux objectifs sont les suivants :

- Maintenir d'excellentes relations avec le gouvernement des Îles Salomon et les missions des Membres et des partenaires de développement de la CPS situées à Honiara.
- Coordonner l'exécution des services techniques de la CPS aux Îles Salomon.
- Gérer le bureau de pays conformément aux règles et procédures de la CPS.
- Contribuer au maintien de relations efficaces entre tous les bureaux de la CPS.

Le PROE pourrait adopter le dispositif opérationnel mis en place par le Secrétariat du Forum, à savoir la nomination de chargés de pays dans les petits États insulaires membres pour veiller à la coordination et à la mise en œuvre du Plan pour le Pacifique et à la remontée de l'information aux Membres et au Secrétariat (*voir Étude de cas n° 2 ci-dessous*). Les responsabilités des chargés de pays du Secrétariat du Forum dans les petits États insulaires comprennent :

- Conseiller le gouvernement et les autres parties prenantes concernant les décisions des dirigeants des pays membres du Forum et les programmes du Secrétariat, les ressources et l'assistance disponibles auprès du Secrétariat du Forum et des autres organisations du CORP et par le biais du Plan pour le Pacifique.
- Consulter le gouvernement sur la mise en œuvre et l'intégration des initiatives du Plan pour le Pacifique dans les processus de planification nationale et fournir l'assistance nécessaire.

Étude de cas n° 2 : Chargé de pays pour le Plan pour le Pacifique à Vanuatu

Travail d'un chargé de pays pour le Plan pour le Pacifique

Mme Moana Matariki a été détachée en 2010 par le ministère du Commerce pour le compte du gouvernement de Vanuatu et assume le rôle de chargée de pays du Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique pour le Plan pour le Pacifique auprès du ministère des Affaires étrangères. Mme Matariki est chargée de coordonner les activités de terrain pour le Secrétariat du Forum et de faciliter l'échange d'information entre les différents organes concernés. Dans son rôle de chargée de pays pour le Plan pour le Pacifique, elle aide également d'autres organisations du CORP à organiser des réunions et contribue activement aux préparations de la CPS en vue de l'établissement d'un bureau sous-régional pour la Mélanésie, à Port-Vila, au cours des 12 prochains mois.

La chargée de pays est hébergée au ministère des Affaires étrangères dans le cadre d'un accord de siège avec le gouvernement hôte, qui couvre les frais de fonctionnement du bureau tandis que le Secrétariat du Forum couvre le traitement, les déplacements et la formation à Suva de Mme Matariki. Pour des raisons pratiques, le Secrétariat du Forum emploie Mme Matariki dans le cadre d'un contrat de consultant, qui définit les objectifs, tâches et plans de travail qu'elle doit réaliser. Son principal point de contact au Secrétariat du Forum est le chargé de projet du Plan pour le Pacifique pour les petits États insulaires, qui coordonne l'ensemble des chargés de pays pour les petits États insulaires et des chargés de pays pour le Plan pour le Pacifique situés aux Îles Cook, à Nioué, à Kiribati, à Tuvalu, aux Îles Marshall, aux Palaos et à Vanuatu.

Étude de cas n° 3 : Modèle de l'Agence des pêches du Forum

Participation sous-régionale d'une organisation du CORP reposant sur une évaluation des besoins techniques

L'Agence des pêches du Forum (FFA) utilise différents moyens pour assurer une présence dans la région et les sous-régions, moyens qui doivent tous être justifiés en tant que volets techniques d'un programme existant. Le programme mis en œuvre et les agents de la FFA sont régis par les conditions et modalités du programme concerné de la FFA. La FFA estime que cette approche lui offre la souplesse nécessaire tout en lui permettant d'apaiser les craintes des bailleurs et des principaux pays donateurs quant à son budget ordinaire. Le fonctionnement de la FFA repose sur le principe d'une gestion et d'une administration centralisées et efficaces, et de services techniques décentralisés, lorsque cela est justifié, et rattachés aux ressources d'un programme existant.

La FFA détermine, dans le cadre d'un accord sur les niveaux de service conclu avec chaque pays, si les besoins des pays sont temporaires ou non et peuvent être satisfaits par un dispositif existant et grâce aux ressources d'un programme existant, de sorte que la présence de la FFA soit intégralement financée par les programmes et non pas par son budget ordinaire. La FFA utilise cette option pour les Îles Salomon, Kiribati et Tuvalu. La FFA a également mis en place un programme permettant de compléter la rémunération d'un correspondant du ministère des Pêches concerné pour qu'il assume le rôle de collecteur de données et de coordinateur pour la FFA. Ces activités sont également couvertes par l'accord sur les niveaux de service conclu avec le pays. La FFA a établi une présence aux États fédérés de Micronésie en détachant un technicien auprès du Bureau sous-régional de la CPS à Pohnpei. Son engagement par la FFA est examiné à intervalles réguliers et doit être justifié sur un plan technique pour être reconduit. La FFA gère également des programmes sous-régionaux pour chacune des sous-régions afin de servir leurs intérêts communs.

Le détachement de chargés de pays au siège du PROE pourrait également être envisagé pour contribuer à la planification et à la coordination des services du PROE destinés à ces pays ainsi qu'à la production des rapports associés. Un dispositif de ce type aurait pour avantage de renforcer les capacités des chargés de pays qui travailleraient aux côtés des agents de programme du PROE et acquerraient une bonne connaissance de ces programmes et de la manière dont leurs pays respectifs pourraient en bénéficier.

(iii) Présence régionale ou sous-régionale axée sur les projets

Cette option est justifiée pour la mise en œuvre de vastes projets multipays sur l'environnement ou le changement climatique, financés par les donateurs, pour lesquels des experts ou des conseillers techniques doivent être présents dans les pays pour participer à leur gestion et mise en œuvre en collaboration étroite avec les correspondants nationaux. La présence régionale ou sous-

régionale axée sur les projets est limitée à la durée des financements des projets, de sorte que les experts engagés et présents dans les pays membres en vue de la mise en œuvre et du suivi des volets nationaux des projets quittent le pays dès que ceux-ci s'achèvent ou que leur financement prend fin. Ce dispositif est particulièrement bien illustré par le Projet Énergies renouvelables et efficacité énergétique dans les pays ACP du Pacifique Nord (North-REP) financé par l'UE, qui couvre les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall et les Palaos et repose sur la présence de conseillers énergétiques dans ces trois pays, assistés d'une petite équipe de gestion basée au bureau de la CPS à Pohnpei (voir *Étude de cas n° 4*).

Étude de cas n° 4 : Programme North-REP, un partenariat entre l'UE, les membres ACP du Nord (États fédérés de Micronésie, République des Palaos et République des Îles Marshall) et la CPS.

Le programme North-REP, une approche novatrice face à un besoin réel vu par un partenaire de développement

Les trois membres ACP du Pacifique Nord ont mis en commun les 14,4 millions d'euros du programme sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (North-REP) du 10^e FED mis en place pour développer les secteurs énergétiques des États fédérés de Micronésie, des Palaos et de la République des Îles Marshall. Ce programme est un exemple unique de présence sous-régionale mise en place par l'UE avec les pays membres et en partenariat avec la CPS. Le Bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord à Pohnpei héberge l'unité de gestion de ce programme tandis que les spécialistes de l'énergie sont implantés dans les pays concernés. Ce dispositif a été mis en place en raison des subtilités des processus de financement du FED et pour répondre de manière novatrice à un réel besoin.

Le financement est fourni dans le cadre d'un programme multipays où les fonds sont regroupés en fonction des crédits alloués à chaque pays. L'accord spécifique de contribution est un contrat entre l'UE et la CPS concernant la gestion et l'exécution du programme, aux termes duquel la CPS supervise l'administration, les aspects techniques et les interventions ainsi que l'ensemble de la mise en œuvre. Outre l'exécution du programme, la CPS reçoit également des frais de gestion en plus du budget du programme qui comprend l'administration et les apports techniques fournis pour appuyer la mise en œuvre du programme. Ce dispositif peut également être considéré comme un exemple de pays membres se dotant des moyens nécessaires pour pousser une organisation à fournir les services relevant de son mandat.

(iv) Tenue régulière de forums sous-régionaux

Les Membres pourraient envisager d'encourager un plus grand nombre de forums, réunions, formations et ateliers sous-régionaux, en particulier pour les pays du Pacifique Nord. L'organisation de réunions sous-régionales dans le Pacifique Nord est plus efficace sur le plan des coûts et permet une représentation accrue des Membres, compte tenu des frais de déplacement d'un participant par pays au Samoa ou aux Fidji dans le cadre de réunions ou d'ateliers « régionaux ». Les déplacements nécessaires pour participer à des forums régionaux organisés dans le Sud détournent les hauts fonctionnaires de leur travail et nuisent à la capacité des Membres à mettre en œuvre des projets dans leur pays. Il a également été suggéré de réduire le nombre de réunions. Les forums sous-régionaux organisés dans le Nord pourraient coïncider avec le Sommet des présidents micronésiens⁶ ou les réunions des dirigeants micronésiens qui ont pour objet d'examiner les grands enjeux communs, les avantages mutuels et la coopération.

⁶ Le Sommet des présidents micronésiens se tient tous les ans et rassemble les présidents des États fédérés de Micronésie, de la République des Palaos et de la République des Îles Marshall. Le Sommet des dirigeants micronésiens se réunit une à

(v) Stratégies du PROE axées sur des pays spécifiques

Plusieurs représentants nationaux consultés ont proposé que le Secrétariat étudie l'intérêt d'élaborer des stratégies de pays dans le but de renforcer la hiérarchisation des priorités relatives aux activités nationales et régionales devant recevoir le soutien du Secrétariat. Ces stratégies refléteraient les objectifs nationaux de développement convenus entre le Membre concerné et le Secrétariat ainsi que l'accord conclu entre les deux parties du point de vue de leurs obligations mutuelles concernant la contribution de contrepartie du Membre et l'assistance technique consultative devant être fournie par le Secrétariat pour veiller à la bonne réalisation des objectifs convenus.

Les stratégies nationales tiendraient compte des activités menées dans le pays par les autres partenaires de développement et les organisations du CORP pour minimiser les doubles emplois et reconnaître l'impact que des activités complémentaires au niveau national pourraient avoir sur la capacité d'exécution des organisations et ministères.

Ces stratégies permettront de renforcer l'applicabilité, la réactivité et l'efficacité des interventions et des activités du PROE au niveau national tout en fournissant une réponse positive aux messages suivants du Plan stratégique :

- le PROE doit augmenter les activités menées à l'échelon national ;
- le PROE doit continuer de travailler à l'échelon régional tout en veillant à ce que cela apporte une valeur ajoutée.

5. CRITÈRES RELATIFS À UNE PRÉSENCE SOUS-RÉGIONALE OU NATIONALE DU PROE

Le Rapport suggère également d'autres aspects devant être pris en compte pour compléter l'analyse coûts-avantages et aider le Secrétariat et ses Membres à procéder à un examen continu des approches les plus efficaces sur le plan des coûts et les plus durables concernant la prestation de services à ses Membres. Ces suggestions sont les suivantes :

- Établir un seuil minimum concernant la taille ou l'ampleur du budget-programme du Secrétariat** et se demander s'il justifie qu'une sous-région ou un Membre bénéficie des coûts associés à l'établissement d'une présence sous-régionale ou nationale pour coordonner et gérer la mise en œuvre des projets et en rendre compte aux Membres et au Secrétariat.

Le budget annuel du PROE pour 2012 s'élève à 14 millions de dollars É.-U. tandis que la CPS, qui est également une organisation du CORP, reçoit 17 millions de dollars É.-U. pour l'assistance au développement liée au changement climatique et à l'environnement. Le bureau de pays de la CPS pour les Îles Salomon a été créé en 2009 pour gérer un programme de pays conséquent, essentiellement lié à des financements du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, mis en œuvre par la CPS dans le secteur de la santé.

deux fois par an en fonction des grands enjeux devant être examinés. Il rassemble les gouvernements des États fédérés de Micronésie, de la République des Palaos et de la République des Îles Marshall.

Les informations sur le budget-programme fournies par le Secrétariat indiquent qu'en moyenne, au cours des trois dernières années (au 31 décembre 2011), sept Membres ont reçu une assistance de moins de 100 000 \$ par an ; six Membres ont reçu une assistance située entre 100 000 et 200 000 \$; et les autres Membres ont reçu une assistance située entre 200 000 et 400 000 \$, sauf les Fidji qui ont reçu du PROE une assistance légèrement supérieure à 600 000 \$ au cours de l'année 2011. Outre l'assistance directement apportée à l'échelon national, les Membres bénéficient également des programmes régionaux mis en œuvre par le PROE.

- b. Un bureau sous-régional doit avoir des objectifs spécifiques et clairement énoncés** et être doté d'indicateurs de performance mesurables pour permettre le suivi des performances et l'examen par le Secrétariat de la raison d'être de chaque bureau ou de la présence sous-régionale. La prestation efficace et rationnelle de services du PROE dans la zone géographique desservie par ce bureau serait un objectif idéal mais devrait être évaluée en continu par rapport à des indicateurs mesurables.

Outre la prestation de services efficaces et rationnels à ses membres, un bureau sous-régional du PROE aura des objectifs semblables à ceux du bureau de pays de la CPS aux Îles Salomon, à savoir :

- Maintenir d'excellentes relations avec le gouvernement hôte et les autres Membres du PROE, y compris ses principaux partenaires tels que les partenaires de développement, les autres organisations régionales et ONG environnementales représentés dans les pays membres desservis par le bureau concerné ;
- Coordonner la prestation d'un éventail de services du PROE aux Membres ; et
- Rendre les services du PROE plus accessibles aux Membres géographiquement et logistiquement éloignés du siège.

- c. Les pays membres désireux d'accueillir une présence sous-régionale ou nationale du PROE sont prêts à s'engager par un accord de siège** avec le PROE, qui définit clairement les rôles et responsabilités des parties, notamment :

- La fourniture par le pays hôte, à ses frais, de bureaux appropriés pour les agents du PROE en poste dans le pays et les agents du siège en mission dans la sous-région ou le pays dans le cadre de travaux d'assistance technique. Ces bureaux devront comprendre une salle de réunion/lecture ;
- Une assistance concernant l'accès des bureaux à des services appropriés de communication, de sécurité et d'approvisionnement en eau et en électricité ;
- Une assistance concernant l'obtention des visas et permis de résidence et de travail pour les agents du PROE et leurs familles ;
- La garantie des privilèges et immunités (le cas échéant) ;
- Une aide à la recherche de logements pour les agents ;
- L'exonération d'impôt du bureau et des agents du PROE qui ne sont pas des ressortissants du pays hôte ;
- Une contribution aux frais de fonctionnement et d'entretien des bureaux.

- d. **Les approches sous-régionales doivent faire l'objet d'une analyse coûts-avantages** : L'ACB est un outil analytique permettant d'évaluer la viabilité financière des différentes approches envisagées pour une présence sous-régionale. Elle repose sur une analyse du rapport coût-efficacité des différentes options afin d'établir si les avantages l'emportent sur les coûts.

L'établissement d'une présence sous-régionale devra être essentiellement financé par les ressources de base liée aux économies découlant des gains d'efficacité et de la réduction des coûts associés à cette présence et/ou des économies découlant de la réduction des dépenses dans le budget du PROE ou le financement des donateurs. Le financement d'une présence sous-régionale, quelle que soit l'option choisie, sera essentiellement lié au traitement et autres éléments de la rémunération du responsable du bureau et des agents de soutien, à l'achat de matériel de bureau (ordinateur portable et imprimante), à la participation aux frais de fonctionnement devant être négociée avec l'organisation ou le ministère hôte, aux frais de transport et de déplacement, au logement meublé des agents et aux services collectifs associés.

L'analyse coûts-avantages de la présence sous-régionale doit tenir compte des facteurs qualitatifs qui pourraient ne pas être aussi évidents que les aspects financiers dans les premières phases du « *rapprochement entre les services et les bénéficiaires* », mais qui incarnent l'esprit de l'Évaluation indépendante de l'Organisation, à savoir aider les Membres à réaliser leurs objectifs nationaux de développement. Une présence sous-régionale permettra également au PROE de promouvoir et renforcer les partenariats et les collaborations stratégiques avec les Membres, les partenaires de développement, les communautés et les organisations non gouvernementales.

6. ANALYSE COÛTS-AVANTAGES

L'analyse coûts-avantages est un outil analytique permettant d'évaluer la viabilité financière des différentes approches envisagées pour une présence sous-régionale. Lors de l'examen des divers scénarios de l'ACB, chaque aspect des coûts et avantages a été évalué en termes monétaires sur une période de cinq ans en utilisant les données disponibles. L'ACB a été réalisée en termes strictement financiers. Toutefois, d'importants aspects qualitatifs, soulignés en tant qu'avantages ou que risques potentiels lors de la consultation des Membres, devront être pris en compte avec les résultats de l'ACB lors de la sélection des options privilégiées concernant l'établissement d'une présence sous-régionale et de l'examen périodique des retombées de cette présence.

Le fonctionnement et la performance de toutes les options relatives à une présence sous-régionale doivent faire l'objet d'une analyse coûts-avantages périodique pour veiller à ce que les coûts financiers et humains ne l'emportent pas sur les avantages dont bénéficient les Membres visés par cette présence.

L'analyse coûts-avantages (ACB) a été effectuée en utilisant la « méthode du moindre coût ». Les coûts et avantages ont été ajustés conformément à l'évolution des taux d'inflation des pays membres sélectionnés pour l'ACB. Cette analyse a exploré quatre options :

- **Option 1 : Hébergement conjoint du PROE** : Examen de l'hébergement au sein d'une institution existante telle qu'une organisation du CORP ou une institution comparable.
- **Option 2 : Organe autonome ou bureau de pays** : Établissement d'un organe autonome ou bureau de pays.
- **Option 3 : Adaptation du modèle de chargés de pays nommés par le PROE dans les petits États insulaires** : Modèle inspiré des chargés de pays du Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique pour les petits États insulaires et le Plan pour le Pacifique.
- **Option 4 : Statu quo** : Situation actuelle sans expansion des opérations du PROE ni modification du budget-programme annuel. Le statu quo pourrait être aménagé en établissant une unité de politique stratégique, de planification, et de suivi et d'évaluation au siège du PROE, à Apia (Samoa).

Les hypothèses utilisées pour chacune des options sont détaillées dans la deuxième partie du rapport : Analyse coûts-avantages.

a. **OPTION 1 – BUREAUX SOUS-RÉGIONAUX HÉBERGÉS AU SEIN D'AUTRES ORGANISATIONS DU CORP OU D'ORGANISATIONS RÉGIONALES SEMBLABLES**

L'ACB a été réalisée en se fondant sur l'établissement d'une présence sous-régionale du PROE au sein d'une autre organisation du CORP ou d'une autre organisation régionale océanienne en l'absence d'organisation du CORP.

Quatre scénarios sont présentés ci-dessous en fonction du pays d'hébergement :

- 1.1 **États fédérés de Micronésie** : conformément à la recommandation du rapport Gowty relative à l'hébergement du PROE au sein de la CPS ;
- 1.2 **République des Îles Marshall** : conformément aux consultations avec les autorités des Îles Marshall et à la résolution des présidents des Palaos, des ÉFM et des Îles Marshall lors du 12^e Sommet des présidents micronésiens, tenu à Majuro (ÉFM) le 5 juillet 2012, appuyant la candidature des Îles Marshall à l'accueil de la présence sous-régionale du PROE ;
- 1.3 **République de Vanuatu** : conformément à la recommandation du rapport Gowty, aux retours d'informations des pays membres et à la déclaration sur l'environnement et le changement climatique adoptée en avril 2012 par les dirigeants du Groupe du fer de lance à la suite du Sommet des dirigeants.
- 1.4 **Îles Salomon** : conformément aux consultations relatives à l'hébergement du PROE au sein de la CPS ou de la FFA.

Scénario 1.1 États fédérés de Micronésie : Hébergement au sein du bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord

Tableau 3 : Scénario 1.1 – Hébergement au sein du bureau de la CPS aux ÉFM

États fédérés de Micronésie	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Avantages					
Économies de voyage – Vols entre le siège du PROE à Apia (Samoa) et le Pacifique Nord	35 259	35 800	36 348	36 905	37 470
Économies de voyage – Indemnités journalières et frais accessoires	19 900	20 205	20 514	20 829	21 148
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres	12 861	13 086	13 315	13 548	13 785
Total des avantages	68 020	69 090	70 177	71 281	72 403
Coûts					
Traitements des nouveaux agents du PROE	85 740	87 240	88 767	90 321	91 901
Logement et autres indemnités – Nouveaux agents du PROE	34 296	34 896	35 507	36 128	36 760
Part des frais de fonctionnement revenant au PROE	19 560	19 902	20 251	20 605	20 966
- matériel de bureau et ordinateur portable	3 000	-	-	3 000	-
- fournitures de bureau	500	500	500	500	500
Frais de voyage liés aux programmes depuis le siège	27 580	28 002	28 431	28 867	29 309
Frais de voyage dans le Pacifique Nord depuis les ÉFM	30 430	30 755	31 084	31 417	31 754
Total des coûts	201 106	201 296	204 540	210 837	211 190
Excédent coûts/avantages	- 133 086	- 132 206	- 134 362	- 139 556	- 138 787

L'avantage annuel moyen pour les cinq premières années s'élève à 70 200 dollars É.-U. contre un coût annuel moyen de 206 000 dollars É.-U, soit un impact net moyen de 135 600 dollars É.-U. (excédent des coûts par rapport aux avantages).

Scénario 1.2 République des Îles Marshall : Hébergement au sein du Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru ou d'un organe de l'ONU

Tableau 4 : Scénario 1.2 – Hébergement au sein du Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru ou d'un organe de l'ONU, aux Îles Marshall

République des Îles Marshall	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Avantages					
Siège, Apia (Samoa)	42 875	43 196	43 520	43 847	44 175
Indemnités journalières et frais accessoires	27 906	28 115	28 326	28 539	28 753
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres	12 861	13 086	13 315	13 548	13 785
Total des avantages	83 642	84 398	85 161	85 933	86 713
Coûts					
Traitements des nouveaux agents du PROE	85 740	87 240	88 767	90 321	91 901
Logement et autres indemnités – Nouveaux agents du PROE	34 296	34 553	34 812	35 073	35 337
Part des frais de fonctionnement revenant au PROE	19 560	19 902	20 251	20 605	20 966
- matériel de bureau et ordinateur portable	3 000	-	-	3 000	-
- fournitures de bureau	500	500	500	500	500
Frais de voyage liés aux programmes depuis le siège	35 390	35 656	35 923	36 193	36 464
Frais de voyage dans le Pacifique Nord depuis la République des Îles Marshall	32 061	32 473	32 890	33 314	33 744
Total des coûts	210 547	210 324	213 144	219 006	218 912
Excédent coûts/avantages	- 126 906	- 125 927	- 127 982	- 133 073	- 132 198

L'avantage annuel moyen pour les cinq premières années s'élève à 85 200 dollars É.-U. contre un coût annuel moyen de 214 400 dollars É.-U, soit un impact net moyen de 129 200 dollars É.-U. (excédent des coûts par rapport aux avantages).

Il convient de noter que le communiqué du 12^e Sommet des présidents micronésiens (5 juillet 2012) a indiqué à la rubrique « Questions diverses » que les présidents des Palaos et des États fédérés de Micronésie ont approuvé l'accueil d'une présence sous-régionale du PROE dans le Pacifique Nord et que le président de la République des Îles Marshall a demandé d'accueillir cette sous-présence.

Scénario 1.3 République de Vanuatu : Hébergement au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance à Vanuatu

Tableau 5 : Scénario 1.3 – Hébergement au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance à Vanuatu

République de Vanuatu	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Avantages					
Économies de voyage entre les autres pays du Pacifique et le siège du PROE à Apia (Samoa)	42 823	43 573	44 335	45 111	45 900
Indemnités journalières et frais accessoires	42 687	43 434	44 194	44 968	45 754
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres – Autres pays du Pacifique	12 861	13 086	13 315	13 548	13 785
Total des avantages	98 371	100 093	101 844	103 627	105 440
Coûts					
Traitements des nouveaux agents du PROE	85 740	87 240	88 767	90 321	91 901
Logement et autres indemnités – Nouveaux agents du PROE	34 296	34 896	35 507	36 128	36 760
Part des frais de fonctionnement revenant au PROE	19 560	19 902	20 251	20 605	20 966
- matériel de bureau et ordinateur portable	3 000	-	-	3 000	-
- fournitures de bureau	500	500	500	500	500
Frais de voyage liés aux programmes depuis le siège	42 755	43 503	44 265	45 039	45 827
Frais de voyage dans les autres pays du Pacifique depuis la République de Vanuatu	33 100	33 972	34 873	35 803	36 764
Total des coûts	218 951	220 014	224 162	231 396	232 719
Excédent coûts/avantages	- 120 580	- 119 922	- 122 318	- 127 770	- 127 279

L'avantage annuel moyen pour les cinq premières années s'élève à 101 900 dollars É.-U. contre un coût annuel moyen de 225 500 dollars É.-U, soit un impact net moyen de 123 600 dollars É.-U. (excédent des coûts par rapport aux avantages).

Scénario 1.4 Îles Salomon : Hébergement au sein du bureau de pays de la FFA ou de la CPS aux Îles Salomon

Tableau 6 : Scénario 1.4 – Hébergement avec la FFA ou la CPS aux Îles Salomon

Îles Salomon	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Avantages					
Économies de voyage entre les autres pays du Pacifique et le siège du PROE à Apia (Samoa)	30 627	31 096	31 572	32 056	32 547
Indemnités journalières et frais accessoires	50 427	51 199	51 984	52 780	53 589
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres – Autres pays du Pacifique	12 861	13 086	13 315	13 548	13 785
Total des avantages	93 915	95 381	96 871	98 384	99 921
Coûts					
Traitements des nouveaux agents du PROE	85 740	87 240	88 767	90 321	91 901
Logement et autres indemnités – Nouveaux agents du PROE	34 296	34 467	34 640	34 813	34 987
Part des frais de fonctionnement revenant au PROE	19 560	19 902	20 251	20 605	20 966
- matériel de bureau et ordinateur portable	3 000	-	-	3 000	-
- fournitures de bureau	500	500	500	500	500
Frais de voyage liés aux programmes depuis le siège	40 527	41 148	41 778	42 418	43 068
Frais de voyage dans les autres pays du Pacifique depuis les Îles Salomon	34 113	35 009	35 932	36 883	37 862
Total des coûts	217 736	218 267	221 867	228 539	229 284
Excédent coûts/avantages	- 123 821	- 122 885	- 124 996	- 130 155	- 129 363

L'avantage annuel moyen pour les cinq premières années s'élève à 96 900 dollars É.-U. contre un coût annuel moyen de 223 500 dollars É.-U, soit un impact net moyen de 126 600 dollars É.-U. (excédent des coûts par rapport aux avantages).

Comparaison des scénarios de l'Option 1

Sur les deux scénarios présentés pour l'Option 1 relative au Pacifique Nord, l'établissement d'une présence sous-régionale à Majuro (Îles Marshall) présente un léger avantage se chiffrant à 6 000 dollars É.-U.

Toutefois, outre les paramètres financiers, d'autres aspects sont à prendre en compte, notamment :

- Le communiqué du 12^e Sommet des présidents micronésiens (5 juillet 2012), qui a approuvé l'accueil d'une présence sous-régionale du PROE dans le Pacifique Nord, tandis que les présidents des États fédérés de Micronésie et des Palaos ont appuyé la demande du président de la République des Îles Marshall d'accueillir cette sous-présence.
- Le gouvernement des ÉFM et la CPS ont approuvé l'hébergement du PROE au sein de la CPS et sont convenus que l'accord de siège entre le gouvernement et la CPS pourrait servir de modèle à un accord de siège avec le PROE s'il décide d'établir un bureau sous-régional à Pohnpei.
- Compte tenu des mandats techniques de la CPS et du PROE, il existe de nombreuses possibilités de coopération mutuelle et de coordination dans le cadre de l'exécution de leurs services respectifs.
- Les Membres devront tenir compte du fait que, bien qu'étant des institutions comparables présentes dans la sous-région, le Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru et les organes des Nations Unies ne sont pas des organisations du CORP.

Tableau 7 : Comparaison de l'Option 1 relative au Pacifique Nord

États fédérés de Micronésie	Moyenne ann. sur 5 ans	Class^t
Total des avantages	70 194	
Total des coûts	205 794	2
Excédent coûts/avantages	- 135 599	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 390	
République des Îles Marshall		
Total des avantages	85 169	
Total des coûts	214 387	1
Excédent coûts/avantages	- 129 217	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 343	

Sur les deux scénarios présentés pour le Pacifique Sud-Ouest (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Vanuatu) :

- L'hébergement au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance, à Port-Vila (Vanuatu), est jugé plus souhaitable en ce que l'excédent des coûts par rapport aux avantages est plus faible que dans le cas des Îles Salomon.
- De plus, le sommet de 2012 des dirigeants du Groupe du fer de lance et la déclaration ultérieure des dirigeants concernant l'environnement et le changement climatique ont ouvert la voie à l'établissement d'une unité sur le changement climatique et l'environnement au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance, où un groupe de travail a depuis été constitué pour donner suite à cette initiative.
- Les pays membres devront tenir compte du fait que, bien qu'étant une institution comparable présente dans la sous-région, le Secrétariat du Groupe du fer de lance n'est pas une organisation du CORP.
- Qui plus est, bien que le Secrétariat du Groupe du fer de lance soit un partenaire actif et compétent procédant à la mise en place d'une unité sur le changement climatique et l'environnement, il ne dispose pas nécessairement à l'heure actuelle des capacités techniques, du savoir-faire ni des dispositifs institutionnels nécessaires à la bonne mise en œuvre de services climatiques et environnementaux. Le PROE pourrait collaborer de manière structurée avec le Groupe du fer de lance en cherchant des complémentarités dans l'élaboration et l'exécution des services statutaires du PROE aux Membres du Pacifique Sud-Ouest.

Tableau 8 : Comparaison de l'Option 1 relative au Pacifique Sud-Ouest

République de Vanuatu	Moyenne ann. sur 5 ans	Class^t
Total des avantages	101 875	
Total des coûts	225 449	1
Excédent coûts/avantages	- 123 574	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 390	
Îles Salomon		
Total des avantages	96 894	
Total des coûts	223 138	2
Excédent coûts/avantages	- 126 244	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 331	

b. OPTION 2 – ORGANE AUTONOME OU BUREAU DE PAYS

Des scénarios reposant sur l'implantation d'un organe autonome sont présentés dans le cadre de l'établissement de bureaux nationaux dans les six pays répertoriés ci-dessous. La sélection des six pays repose sur les informations fournies par les pays membres concernant les sites potentiels d'implantation d'un organe autonome (dans le cadre des consultations menées par Gowty en 2011 et KVAConsult en 2012).

- 2.1 États fédérés de Micronésie
- 2.2 République des Îles Marshall
- 2.3 République des Palaos
- 2.4 Îles Salomon
- 2.5 République de Vanuatu
- 2.6 Papouasie-Nouvelle-Guinée

Scénario 2.1 États fédérés de Micronésie

Tableau 9 : Scénario 2.1 – Organe autonome/bureau de pays aux ÉFM

États fédérés de Micronésie	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Économies de voyage depuis le siège du PROE					
- vols	17 725	18 035	18 351	18 672	18 999
- indemnités journalières	8 389	8 536	8 685	8 837	8 992
Total des économies de voyage	26 114	26 571	27 036	27 509	27 991
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres	25 532	25 979	26 434	26 897	27 367
Total des avantages	51 647	52 551	53 470	54 406	55 358
Coûts					
Traitements des agents du PROE (responsable)	72 117	73 379	74 663	75 970	77 299
Traitements des agents du PROE (chargé de projet)	40 515	41 224	41 945	42 679	43 426
Traitements des agents du PROE (agent de soutien)	15 031	15 294	15 562	15 834	16 111
Total des frais de personnel	127 662	129 897	132 170	134 483	136 836
Frais de voyage du personnel	44 777	45 449	46 131	46 823	47 525
Logement et autres indemnités du personnel	51 065	51 959	52 868	53 793	54 734
Frais de fonctionnement du PROE	52 160	53 073	54 002	54 947	55 908
- matériel de bureau et ordinateur portable	9 000	-	-	9 000	-
- fournitures de bureau	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Total des dépenses de fonctionnement du bureau	158 502	151 980	154 500	166 062	159 668
Total des coûts	286 165	281 877	286 670	300 545	296 504
Excédent coûts/avantages	- 234 518	- 229 326	- 233 200	- 246 139	- 241 146

Scénario 2.2 République des Îles Marshall

Tableau 10 : Scénario 2.2 – Organe autonome/bureau de pays aux Îles Marshall

République des Îles Marshall	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Économies de voyage depuis le siège du PROE					
- vols	27 056	27 259	27 463	27 669	27 877
- indemnités journalières	16 544	16 668	16 793	16 919	17 046
Total des économies de voyage	43 600	43 927	44 256	44 588	44 923
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres					
	25 532	25 724	25 917	26 111	26 307
Total des avantages	69 132	69 651	70 173	70 699	71 230
Coûts					
Traitements des agents du PROE (responsable)	72 117	72 658	73 929	75 223	76 539
Traitements des agents du PROE (chargé de projet)	40 515	40 819	41 125	41 433	41 744
Traitements des agents du PROE (agent comptable/administratif)	15 031	15 144	15 257	15 372	15 487
Total des frais de personnel	127 662	128 620	130 311	132 028	133 770
Frais de voyage du personnel	37 407	37 968	38 537	39 115	39 702
Logement et autres indemnités du personnel	51 065	51 448	51 834	52 223	52 614
Frais de fonctionnement du PROE	52 160	53 073	54 002	54 947	55 908
- matériel de bureau et ordinateur portable	9 000	-	-	9 000	-
- fournitures de bureau	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Total des dépenses de fonctionnement du bureau	151 132	143 989	145 873	156 785	149 725
Total des coûts	278 794	272 608	276 184	288 812	283 495
Excédent coûts/avantages	- 209 662	- 202 958	- 206 011	- 218 113	- 212 265

Scénario 2.3 République des Palaos

Tableau 11 : Scénario 2.3 – Organe autonome/bureau de pays aux Palaos

République des Palaos	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Économies de voyage depuis le siège du PROE					
- vols	31 393	31 628	31 865	32 104	32 345
- indemnités journalières	21 983	22 148	22 314	22 481	22 650
Total des économies de voyage	53 376	53 776	54 179	54 586	54 995
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres					
	25 532	25 724	25 917	26 111	26 307
Total des avantages	78 908	79 500	80 096	80 697	81 302
Coûts					
Traitements des agents du PROE (responsable)	72 117	72 658	73 203	73 752	74 305
Traitements des agents du PROE (chargé de projet)	40 515	40 819	41 125	41 433	41 744
Traitements des agents du PROE (agent comptable/administratif)	15 031	15 144	15 257	15 372	15 487
Total des frais de personnel	127 662	128 620	129 585	130 556	131 536
Frais de voyage du personnel	44 104	44 765	45 437	46 119	46 810
Logement et autres indemnités du personnel	51 065	51 448	51 834	52 223	52 614
Frais de fonctionnement du PROE	52 160	53 073	54 002	54 947	55 908
- matériel de bureau et ordinateur portable	9 000	-	-	9 000	-
- fournitures de bureau	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Total des dépenses de fonctionnement du bureau	157 829	150 786	152 772	163 788	156 833
Total des coûts	285 491	279 406	282 357	294 344	288 368
Excédent coûts/avantages	- 206 583	- 199 906	- 202 261	- 213 647	- 207 066

Scénario 2.4 Îles Salomon

Tableau 12 : Scénario 2.4 – Organe autonome/bureau de pays aux Îles Salomon

Îles Salomon	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Économies de voyage depuis le siège du PROE					
- vols	16 867	16 951	17 036	17 121	17 207
- indemnités journalières	21 967	22 077	22 187	22 298	22 410
Total des économies de voyage	38 834	39 028	39 223	39 419	39 616
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres	25 532	25 660	25 788	25 917	26 047
Total des avantages	64 366	64 688	65 011	65 336	65 663
Coûts					
Traitements des agents du PROE (responsable)	72 117	73 379	74 663	75 970	77 299
Traitements des agents du PROE (chargé de projet)	40 515	41 224	41 945	42 679	43 426
(agent comptable/administratif)	15 031	15 294	15 562	15 834	16 111
Total des frais de personnel	127 662	129 897	132 170	134 483	136 836
Frais de voyage du personnel	32 208	32 691	33 181	33 679	34 184
Logement et autres indemnités du personnel	51 065	51 320	51 577	51 835	52 094
Frais de fonctionnement du PROE	52 160	53 073	54 002	54 947	55 908
- matériel de bureau et ordinateur portable	9 000	-	-	9 000	-
- fournitures de bureau	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Total des dépenses de fonctionnement du bureau	145 933	138 584	140 260	150 960	143 686
Total des coûts	273 595	268 480	272 429	285 443	280 522
Excédent coûts/avantages	- 209 229	- 203 793	- 207 418	- 220 107	- 214 859

Scénario 2.5 République de Vanuatu

Tableau 13 : Scénario 2.5 – Organe autonome/bureau de pays à Vanuatu

République de Vanuatu	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Économies de voyage depuis le siège du PROE					
- vols	29 639	29 787	29 936	30 086	30 236
- indemnités journalières	27 636	27 774	27 913	28 053	28 193
Total des économies de voyage	57 275	57 562	57 849	58 139	58 429
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres	25 532	25 979	26 434	26 897	27 367
Total des avantages	82 808	83 541	84 283	85 035	85 797
Coûts					
Traitements des agents du PROE (responsable)	72 117	73 379	74 663	75 970	77 299
Traitements des agents du PROE (chargé de projet)	40 515	41 224	41 945	42 679	43 426
(agent comptable/administratif)	15 031	15 294	15 562	15 834	16 111
Total des frais de personnel	127 662	129 897	132 170	134 483	136 836
Frais de voyage du personnel	23 841	24 198	24 561	24 930	25 304
Logement et autres indemnités du personnel	51 065	51 959	52 868	53 793	54 734
Frais de fonctionnement du PROE	52 160	53 073	54 002	54 947	55 908
- matériel de bureau et ordinateur portable	9 000	-	-	9 000	-
- fournitures de bureau	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Total des dépenses de fonctionnement du bureau	137 566	130 730	132 931	144 169	137 446
Total des coûts	265 228	260 626	265 100	278 652	274 282
Excédent coûts/avantages	- 182 420	- 177 085	- 180 817	- 193 617	- 188 486

Scénario 2.6 Papouasie-Nouvelle-Guinée

Tableau 14 : Scénario 2.6 – Organe autonome/bureau de pays en PNG

Papouasie-Nouvelle-Guinée	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Économies de voyage depuis le siège du PROE					
- vols	14 327	14 843	15 377	15 931	16 504
- indemnités journalières	29 935	31 013	32 129	33 286	34 484
Total des économies de voyage	44 262	45 855	47 506	49 216	50 988
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres	25 532	26 452	27 404	28 390	29 413
Total des avantages	69 794	72 307	74 910	77 607	80 401
Coûts					
Traitements des agents du PROE (responsable)	72 117	73 379	74 663	75 970	77 299
Traitements des agents du PROE (chargé de projet)	40 515	41 973	43 484	45 050	46 671
(agent comptable/administratif)	15 031	15 572	16 133	16 713	17 315
Total des frais de personnel	127 662	130 924	134 280	137 733	141 286
Frais de voyage du personnel	37 618	38 182	38 755	39 336	39 926
Logement et autres indemnités du personnel	61 278	61 584	61 892	62 202	62 513
Frais de fonctionnement du PROE	52 160	53 073	54 002	54 947	55 908
- matériel de bureau et ordinateur portable	9 000	-	-	9 000	-
- fournitures de bureau	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Total des dépenses de fonctionnement du bureau	161 556	154 339	156 149	166 984	159 847
Total des coûts	289 218	285 263	290 428	304 717	301 133
Excédent coûts/avantages	- 219 424	- 212 956	- 215 518	- 227 110	- 220 732

Comparaison des scénarios de l'Option 2

Tableau 15 : Comparaison de l'Option 2 relative au Pacifique Nord

Pacifique Nord	Moyenne ann. sur 5 ans	Classement
États fédérés de Micronésie		
Total des avantages	53 486	
Total des coûts	290 352	3
Excédent coûts/avantages	- 236 866	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 390	
République des Îles Marshall		
Total des avantages	70 177	
Total des coûts	279 979	2
Excédent coûts/avantages	- 209 802	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 343	
République des Palaos		
Total des avantages	80 101	
Total des coûts	285 993	1
Excédent coûts/avantages	- 205 893	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 343	

Tableau 16 : Comparaison de l'Option 2 relative au Pacifique Sud-Ouest

Pacifique Sud-Ouest	Moyenne ann. sur 5 ans	Classement
Îles Salomon		
Total des avantages	65 013	
Total des coûts	276 094	2
Excédent coûts/avantages	- 211 081	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 331	
République de Vanuatu		
Total des avantages	84 293	
Total des coûts	268 778	1
Excédent coûts/avantages	- 184 485	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 390	
Papouasie-Nouvelle-Guinée		
Total des avantages	75 004	
Total des coûts	294 152	3
Excédent coûts/avantages	- 219 148	
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 480	

L'établissement d'organes autonomes ou de bureaux de pays représente une option coûteuse, non viable et insoutenable, compte tenu du financement de base limité du PROE, du climat économique actuel régnant dans la majorité des partenaires de développement du Pacifique et de la réticence des Membres à l'idée d'une augmentation de leurs contributions statutaires.

Les coûts estimés sont toutefois résumés ci-dessous, au cas où un pays membre exprimerait le souhait d'accueillir un organe autonome/bureau de pays :

Tableau 17 : Coûts pour le pays hôte estimés pour l'option relative à l'établissement d'un organe autonome/bureau de pays

Coûts de construction (main-d'œuvre comprise)	Coûts
<i>Terrain et bâtiment</i>	
Bâtiment (40 mètres carrés – 4 bureaux, bibliothèque, salle de réunion, toilettes, etc.)	120 000
Terrain – 2000 mètres carrés	600 000
Défrichage et aménagement du paysage	27 000
<i>Frais de raccordement</i>	
Électricité	1 000
Eau	1 000
Téléphone	1 000
Coût total pour le pays hôte	750 000

c. OPTION 3 – CHARGÉ DE PAYS NOMMÉ PAR LE PROE DANS LES PETITS ÉTATS INSULAIRES (MODÈLE ADAPTÉ)

Les Membres pourraient envisager le dispositif opérationnel mis en place par le Secrétariat du Forum, à savoir la nomination de chargés de pays dans les petits États insulaires membres pour veiller à la coordination et à la mise en œuvre du Plan pour le Pacifique et à la remontée de l'information aux Membres et au Secrétariat. Les responsabilités des chargés de pays du Secrétariat du Forum dans les petits États insulaires comprennent :

- Conseiller le gouvernement et les autres parties prenantes concernant les décisions des dirigeants des pays membres du Forum et les programmes du Secrétariat, les ressources et l'assistance disponibles auprès du Secrétariat du Forum et des autres organisations du CORP et par le biais du Plan pour le Pacifique.
- Consulter le gouvernement sur la mise en œuvre et l'intégration des initiatives du Plan pour le Pacifique dans les processus de planification nationale et fournir l'assistance nécessaire.

Les avis exprimés par les pays lors des consultations étaient favorables à l'adaptation du modèle de chargés de pays nommés par le Secrétariat du Forum dans le cadre du Plan pour le Pacifique afin de fournir un soutien aux pays membres grâce au détachement d'agents techniques qualifiés auprès des correspondants techniques du PROE dans les petits États insulaires. Les critères à prendre en compte sont les ensembles de compétences nécessaires dans les domaines prioritaires stratégiques du PROE devant être ciblés dans le pays d'accueil, la gestion des projets, les compétences en suivi et évaluation, ainsi que la coordination des politiques et les capacités relationnelles nécessaires pour développer les relations entre le Secrétariat et le pays hôte.

Plusieurs pays membres consultés ont indiqué qu'ils étaient prêts à travailler avec le PROE pour adopter une approche progressive qui tiendrait compte des préoccupations des partenaires de développement relatives au rapport coût-efficacité de l'initiative sous-régionale et à l'insuffisance des moyens du PROE pour financer un bureau autonome. À cet égard, de nombreux pays ont noté que le PROE pourrait dans un premier temps envisager de nommer des chargés de pays (à l'instar de ceux du Secrétariat du Forum chargés du Plan pour le Pacifique) pour contribuer à la coordination et à la mise en œuvre nationales des projets nationaux bénéficiant de l'aide du PROE.

Tableau 18 : Option 3 – Chargé de pays nommé par le PROE dans les petits États insulaires

- Modèle adopté	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Moyenne
Avantages						
Économies de voyage - Vols depuis le siège	189 636	192 541	195 490	198 484	201 525	195 535
Économies de voyage - Indemn. journ. depuis le siège	182 200	184 991	187 825	190 702	193 623	187 868
Augmentation de la qualité des services du PROE et de la pertinence pour ses Membres	15 746	15 936	16 129	16 324	16 522	16 132
Total des avantages	387 582	393 468	399 444	405 511	411 670	399 535
Coûts						
Traitements des agents du PROE – consultants						
<i>Chargé de pays pour les Îles Cook</i>	25 925	26 314	26 709	27 109	27 516	26 715
<i>Chargé de pays pour Kiribati</i>	15 560	15 832	16 109	16 391	16 678	16 114
<i>Chargé de pays pour Nauru</i>	21 299	21 618	21 943	22 272	22 606	21 948
<i>Chargé de pays pour Nioué</i>	4 241	4 305	4 369	4 435	4 501	4 370
<i>Chargé de pays pour les Palaos</i>	23 567	23 744	23 922	24 101	24 282	23 923
<i>Chargé de pays pour Tuvalu</i>	22 813	23 162	23 517	23 878	24 243	23 523
<i>Chargé de pays pour les Îles Marshall</i>	44 059	44 389	44 722	45 058	45 396	44 725
Part des frais de fonctionnement revenant au PROE	5 000	5 075	5 151	5 228	5 307	5 152
- matériel de bureau	3 000	-	-	3 000	-	1 200
- fournitures de bureau	500	500	500	500	500	500
Frais de voyage pour se rendre dans les PÉI	54 552	55 371	56 201	57 044	57 900	56 214
Frais de voyage des agents techniques du siège	96 270	94 818	94 818	94 818	94 818	95 108
Frais de voyage des agents techniques du siège – Indemnités journalières	91 100	91 100	91 100	91 100	91 100	91 100
Total des coûts	407 887	406 228	409 062	414 934	414 847	410 592
Excédent coûts/avantages	- 20 305	- 12 760	- 9 618	- 9 423	- 3 177	- 11 057

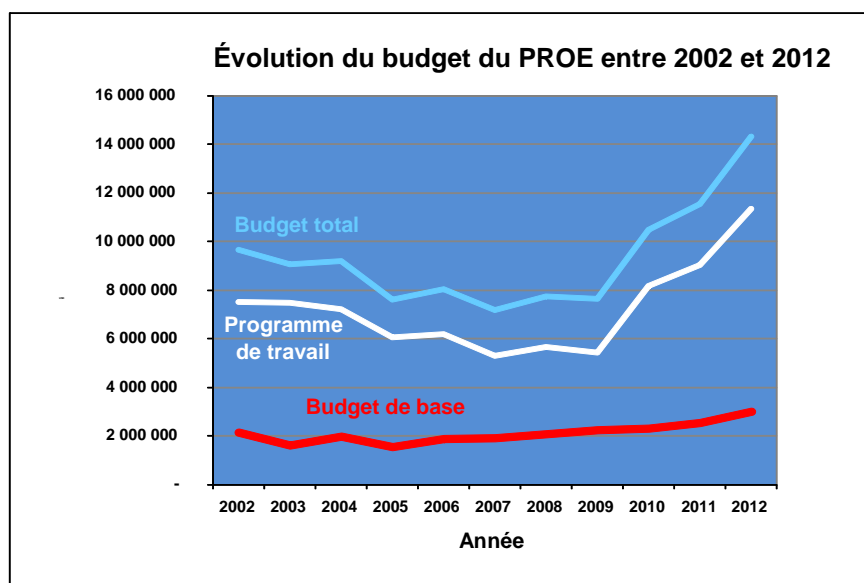
d. OPTION 4 – STATU QUO

Le maintien du statu quo est appuyé par plusieurs facteurs :

- les préoccupations des Membres quant à la neutralité financière d'une présence sous-régionale, qui ne devrait selon eux pas entraîner d'augmentation de leurs contributions statutaires annuelles ;
- la priorité devant être accordée au règlement des questions recensées dans le Plan stratégique 2011-2015 concernant les capacités techniques limitées du Secrétariat et ses effectifs insuffisants pour répondre efficacement aux attentes croissantes des Membres ;
- les préoccupations relatives aux éventuelles incidences de l'approche sous-régionale, à savoir la fragmentation et la fragilisation possibles de la capacité du PROE à servir la cause de l'ensemble de ses Membres.

Les informations sur l'évolution du budget du PROE entre 2002 et 2012 indiquent que le programme de travail du Secrétariat a sensiblement augmenté depuis 2009, notamment en raison de la croissance des financements de projets. Le financement du budget de base, qui provient essentiellement des contributions statutaires des Membres, n'a par contre guère augmenté depuis 10 ans. En l'absence d'augmentation appréciable du financement de base dans un avenir prévisible, la capacité du Secrétariat à soutenir une présence sous-régionale sera fortement limitée.

Figure 1. Évolution du budget du PROE entre 2002 et 2012



Le résultat de l'ACB du maintien du statu quo (sans expansion des opérations du PROE ni modification du budget) est le suivant :

Tableau 19 : Scénario 4.1 – Maintien du statu quo

Maintien du statu quo	Moyenne annuelle sur 5 ans USD
Avantages totaux	0
Coûts totaux	0
Excédent coûts/avantages	0

Les discussions menées avec la direction du PROE laissent penser qu'elle procède à la consolidation des activités du Secrétariat pour améliorer les services fournis aux Membres, tout en collaborant avec les organismes partenaires pour renforcer ses mécanismes de financement dans l'intérêt à long terme des Membres. La direction du PROE a manifesté l'intention d'établir une unité de politique stratégique, de planification, de suivi et d'évaluation au sein du Secrétariat pour :

- Améliorer sa capacité de coordination de grands projets, notamment dans son rôle d'entité d'exécution du FEM pour le Pacifique en tant qu'organisation chef de file du CORP sur le changement climatique ;
- Fournir au Secrétariat une solide capacité de suivi et d'évaluation ; et
- Procéder à l'élaboration de stratégies du PROE spécifiques aux pays, pour permettre à l'Organisation de répondre de manière stratégique aux messages exprimés lors des consultations sur le Plan stratégique, qui demandaient l'augmentation des activités nationales et des interactions pratiques avec les Membres.

Le résultat de l'ACB du statu quo aménagé (reposant sur l'établissement d'une unité de politique stratégique, de planification, et de suivi et d'évaluation au siège du PROE, à Apia [Samoa]) est le suivant :

Tableau 20 : Scénario 4.2 – Statu quo aménagé

COÛTS DU STATU QUO AMÉNAGÉ	Année 1	2	3	4	5	Moyenne
Directeur de programme – Unité de planification et de politique stratégiques	85 740	87 026	88 549	90 099	91 675	88 618
Chargé de projet – Évaluation et suivi	40 515	41 122	41 842	42 574	43 319	41 875
Agent de soutien	15 031	15 256	15 523	15 795	16 071	15 535
Logement et autres indemnités du personnel	56 514	57 362	58 366	59 387	60 426	58 411
Budget de voyage	20 000	20 300	20 605	20 914	21 227	20 609
Frais de fonctionnement du PROE	-	-	-	-	-	-
- matériel de bureau et ordinateur portable	9 000			9 000		9 000
- fournitures de bureau	500	500	500	500	500	500
	227 300	221 567	225 385	238 269	233 220	229 148

Concernant les options possibles pour une présence sous-régionale, la direction du PROE a adopté une « position neutre », étant d'avis que cette initiative revient aux Membres et que le Secrétariat s'appuiera sur les décisions devant être prises par les Membres à la lumière du présent rapport. Il est toutefois pleinement conscient des problèmes associés aux faibles ressources dont il dispose actuellement.

7. RÉCAPITULATIF DES OPTIONS ET INCIDENCES FINANCIÈRES

Lors de l'examen des divers scénarios de l'ACB, chaque aspect des coûts et avantages a été évalué en termes monétaires sur une période de cinq ans en utilisant les données disponibles. L'ACB a été réalisée en termes strictement financiers. Toutefois, d'importants facteurs qualitatifs, soulignés en tant qu'avantages ou que risques potentiels lors de la consultation des Membres, n'ont pas été intégrés dans l'analyse et devront être pris en compte avec les résultats de l'ACB lors de la sélection des options privilégiées concernant l'établissement d'une présence sous-régionale.

Les paragraphes suivants récapitulent les résultats de l'ACB pour chaque option envisagée pour l'établissement d'une présence sous-régionale :

a. Bureau sous-régional hébergé au sein d'autres organisations du CORP ou d'organisations régionales semblables.

Pacifique Nord :

Première option : Hébergement au sein du Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru à Majuro (Îles Marshall)

Deuxième option : Hébergement au sein du bureau de la CPS pour le Pacifique Nord à Pohnpei (ÉFM)

Troisième option : Organe autonome ou bureau de pays aux Palaos

(Remarque : Les avantages pour le PROE et les Membres découlant d'approches coordonnées et de synergies dans le cas d'un hébergement au sein de la CPS, compte tenu de leur complémentarité et du chevauchement partiel de leur mandat, ne sont pas pris en compte dans l'ACB).

Pacifique Sud-Ouest :

Première option : Hébergement au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance à Vanuatu

Deuxième option : Hébergement au sein de la CPS ou de la FFA aux Îles Salomon

Troisième option : Organe autonome ou bureau de pays à Vanuatu

(Remarque : À l'instar de l'option envisagée pour le Pacifique Nord, les avantages découlant d'approches coordonnées et de synergies dans le cas d'un hébergement du PROE dans le Pacifique Sud-Ouest au sein de la CPS, de la FFA ou du Secrétariat du Groupe du fer de lance, compte tenu de la complémentarité de leurs mandats techniques, ne sont pas pris en compte dans l'ACB).

b. Organe autonome ou bureau de pays

L'établissement d'organes autonomes ou de bureaux de pays représente une option coûteuse et non viable, compte tenu du financement de base limité du PROE, du climat économique actuel régnant dans la majorité des partenaires de développement du Pacifique et de la réticence des Membres à l'idée d'une augmentation de leurs contributions statutaires.

c. Adaptation du modèle de chargés de pays nommés par le PROE dans les petits États insulaires

Les Membres préfèrent généralement ce modèle qu'ils considèrent comme un moyen rentable de fournir au Secrétariat et aux ministères techniques référents des petits États insulaires une capacité dans les pays pour contribuer à la coordination, la planification et la gestion des projets, y compris le suivi et les rapports au Membre et au Secrétariat concernant les services et l'assistance technique appuyés ou coordonnés au jour le jour par le PROE. Le tableau ci-dessous résume l'ACB relative au détachement de chargés de pays du PROE auprès des ministères techniques référents, dans le cadre d'accords de siège, à l'engagement de personnel dûment qualifié et à la prestation de services d'appui, selon un dispositif semblable à celui actuellement adopté pour les chargés de pays du Secrétariat du Forum en poste dans les petits États insulaires.

Le Secrétariat pourra décider de ne pas détacher de chargés de pays dans tous les petits États insulaires et de les détacher auprès des Membres où le besoin est justifié au regard de la taille du programme de travail du PROE dans le pays et des besoins de renforcement des capacités, pour permettre au correspondant national de coordonner et gérer efficacement un tel programme.

Le tableau 20 ci-dessous présente un récapitulatif de l'ACB associée aux options 1 à 4 ainsi que leur classement général.

Tableau 21. Résumé de l'analyse coûts-avantages (Options 1 à 3)

	OPTION 1 :		OPTION 2 :		OPTION 3 :	Class ^t général
	Moyenne ann. sur 5 ans	Class ^t	Moyenne ann. sur 5 ans	Class ^t	Moyenne ann. sur 5 ans	
PACIFIQUE NORD						
États fédérés de Micronésie						
Total des avantages	70 194		53 486			2
Total des coûts	205 794	2	290 352	3		Héberg. conj.
Excédent coûts/avantages	-135 599		-236 866			5
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 390		2 390			Org. auto.
République des Îles Marshall						
Total des avantages	85 169		70 177			1
Total des coûts	214 387	1	279 979	2		Héberg. conj.
Excédent coûts/avantages	-129 217		-209 802			4
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 343		2 343			Org. auto.
République des Palaos						
Total des avantages			80 101			3
Total des coûts			285 993	1		Org. auto.
Excédent coûts/avantages			-205 893			
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres			2 343			
PACIFIQUE SUD-OUEST						
République de Vanuatu						
Total des avantages	101 875		84 293			1
Total des coûts	225 449	1	268 778	1		Héberg. conj.
Excédent coûts/avantages	-123 574		-184 485			3
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 390		2 390			Org. auto.
Îles Salomon						
Total des avantages	96 894		65 013			2
Total des coûts	223 138	2	276 094	2		Héberg. conj.
Excédent coûts/avantages	-126 244		-211 081			4
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres	2 331		2 331			Org. auto.
Papouasie-Nouvelle-Guinée						
Total des avantages			75 004			
Total des coûts			294 152	3		5
Excédent coûts/avantages			-219 148			Org. auto.
Économies de temps des agents des pays membres du PROE du point de vue des Membres			2 480			
Chargés de pays du PROE						
Total des avantages					399 535	
Total des coûts					410 592	1
Excédent coûts/avantages					-11 057	

Statu quo

L'ACB pour les deux scénarios axés sur le statu quo est présentée ci-dessous :

Tableau 22 : Résumé de l'analyse coûts-avantages (Option 4)

OPTION 4	Moyenne annuelle sur 5 ans
Maintien du statu quo	
Avantages totaux	0
Coûts totaux	0
Excédent coûts/avantages	0
Statu quo aménagé	
Avantages totaux	0
Coûts totaux	229 148
Excédent coûts/avantages	-229 148

8. VOIE À SUIVRE PROPOSÉE

Le processus consultatif mené dans le cadre de l'élaboration du Plan stratégique a révélé un énorme décalage entre le soutien et les services que les Membres attendent du Secrétariat et la capacité du Secrétariat à répondre à ces attentes avec les ressources dont il dispose ou devrait disposer pendant la période couverte par le Plan stratégique.

Les informations sur l'évolution du budget du PROE entre 2002 et 2012 indiquent que le programme de travail du Secrétariat a sensiblement augmenté depuis 2009, notamment en raison de la croissance des financements de projets. Le financement du budget de base n'a par contre guère augmenté depuis 10 ans. En l'absence d'augmentation appréciable du financement de base dans un avenir prévisible, la capacité du Secrétariat à soutenir une présence sous-régionale sera fortement limitée.

Les problèmes de financement ont été aggravés par la crise économique mondiale et son impact sur les pays membres qui doivent répondre à des sollicitations croissantes pour financer leurs priorités et budgets nationaux compte tenu de l'aide au développement limitée à l'échelon régional. Les consultations menées dans le cadre de la présente étude ont également indiqué que les Membres n'étaient pas prêts à augmenter leurs contributions statutaires pour financer la mise en œuvre d'une présence sous-régionale.

Le Rapport recommande donc que les Membres et le Secrétariat avancent prudemment dans la mise en œuvre d'une présence sous-régionale compte tenu du contexte économique délicat dans lequel les partenaires de développement et les Membres se trouvent et des sources de financement limitées du Secrétariat.

Le rapport suggère les étapes suivantes, classées par ordre de priorité, en tant que stratégie minimale à suivre pour établir une présence sous-régionale du PROE pour la durée restant à couvrir du Plan stratégique, étapes qui comprennent une initiative essentielle de renforcement des capacités pour collaborer avec les partenaires de développement qui financent les projets et programmes du Secrétariat et de ses Membres.

6. Établir une présence sous-régionale minimale dans le Pacifique Nord, qui est la région ayant les plus grands besoins du fait de son isolement géographique, des coûts associés à la gestion et à l'exécution des services à partir d'Apia et des faibles capacités nationales.
7. La présence dans le Pacifique Nord peut prendre la forme d'un bureau sous-régional hébergé au sein d'une organisation du CORP ou d'une organisation régionale océanienne semblable, dirigé par un coordinateur sous-régional et appuyé par un chargé de pays technique désigné par le PROE dans chacun des deux pays qui n'hébergent pas le bureau. Les chargés de pays seront détachés dans le ministère référent du PROE dans chaque pays.
8. L'autre possibilité consisterait à placer un chargé de pays désigné par le PROE dans le ministère référent technique de chacun des trois Membres du Pacifique Nord.
9. Le PROE négociera avec le Secrétariat du Groupe du fer de lance à Port-Vila (Vanuatu) un accord de partenariat qui fournira un dispositif structuré et officiel pour collaborer et coordonner les programmes de travail et la prestation de services des deux organisations de la sous-région du Pacifique Sud-Ouest, à savoir la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu. Il ne sera pas nécessaire de détacher un agent du PROE auprès du Secrétariat du Groupe du fer de lance.
10. Le maintien du statu quo, qui revient à ne rien faire, ne représente pas une option satisfaisante.

La direction du PROE a manifesté l'intention d'établir, au sein du Secrétariat, une unité de politique stratégique, de planification, et de suivi et d'évaluation afin d'améliorer sa capacité de coordination de grands projets, notamment dans son rôle d'entité d'exécution du FEM pour le Pacifique en tant qu'organisation chef de file du CORP sur le changement climatique, pour fournir au Secrétariat une solide capacité de suivi et d'évaluation ; et pour procéder à l'élaboration de stratégies du PROE spécifiques aux pays de sorte à permettre à l'Organisation de répondre de manière stratégique aux messages exprimés lors des consultations sur le Plan stratégique, qui demandaient l'augmentation des activités nationales et des interactions pratiques avec les Membres. Le Rapport appuie fermement cette initiative de la direction, qui nécessite manifestement le soutien des donateurs pour permettre sa prompte mise en œuvre.

ANNEXE 1. MANDAT

Contexte

La 21^e Conférence du PROE, tenue à Madang (Papouasie-Nouvelle-Guinée) en septembre 2010, a approuvé le concept d'une présence sous-régionale du PROE dans la région Pacifique et a demandé au Secrétariat d'étudier les différentes options possibles à cet égard. L'établissement d'une présence régionale du PROE est motivé par le désir de renforcer les activités des Membres et de les aligner sur le Plan stratégique 2011 – 2015 en s'acquittant de son mandat régional, à savoir : « Promouvoir la coopération dans la région du Pacifique et prêter son concours en vue de protéger et améliorer l'environnement de celle-ci ainsi que pérenniser le développement pour les générations actuelles et futures ». Le mandat du consultant chargé de l'étude sur les options concernant l'établissement d'une présence sous-régionale du PROE dans la région Pacifique a été défini et un consultant a été nommé en juillet 2011.

De vastes consultations ont ensuite été menées lors de missions dans 7 pays membres et 2 sous-régions (Mélanésie et Micronésie). Les principaux représentants des Membres, donateurs et autres partenaires du PROE ont été consultés lors des missions dans les pays micronésiens et mélanésiens. Des consultations ont en outre été menées avec les organisations du CORP concernant les possibilités d'hébergement des agents du PROE et leur expérience en matière de décentralisation. Des discussions ont également eu lieu avec les agents du Secrétariat et les donateurs concernés pour évaluer les options possibles et leur éventuel soutien à l'établissement d'une présence sous-régionale du PROE.

Un rapport a été soumis à l'examen des Membres lors de la 22^e Conférence du PROE, en septembre 2011. Les Membres se sont félicités de l'initiative d'établir une présence sous-régionale du PROE, en précisant toutefois que la décision quant à la suite à y donner ne pourra être prise qu'à l'issue d'une analyse coûts-avantages des options décrites dans le rapport.

La mission de conseil

La 22^e Conférence du PROE a jugé que les questions suivantes nécessitent une évaluation plus approfondie :

- L'établissement de bureaux sous-régionaux, notamment de bureaux partagés avec d'autres organisations du CORP ;
- La tenue régulière de forums sous-régionaux ;
- Une présence régionale axée sur les projets ;
- Des chargés de pays en poste au siège du PROE ; et
- Le détachement d'agents du PROE auprès d'organismes d'exécution dans les pays.

Les Membres ont demandé au Secrétariat de présenter à la 23^e Conférence du PROE un document sur le « Renforcement des liens régionaux », fournissant une évaluation détaillée des options et sollicitant l'approbation d'un programme d'action. La Conférence a estimé que les éléments suivants seront déterminants pour décider de la suite à donner à cette initiative :

- Une consultation formelle avec tous les Membres avant la Conférence du PROE de 2012 ;
- Des propositions spécifiques et argumentées, concernant l'exécution efficace et rationnelle des programmes et des priorités du Plan stratégique ;
- Quelques exemples pratiques de présences régionales couronnées de succès ;
- L'identification des pays insulaires océaniques qui pourraient être visés pour améliorer les liens régionaux, y compris des programmes et projets spécifiques nécessitant un soutien sur place ;
- Une évaluation rigoureuse des coûts et avantages des propositions ;

- L'identification des incidences des propositions, notamment sur la prestation de services et conseils, y compris l'impact financier sur le budget de base ; et
- L'identification des facteurs, y compris des facteurs externes, susceptibles d'avoir un impact important sur les services et conseils fournis par le PROE pendant la période couverte par le Plan stratégique.

À cette fin, la mission du consultant fera fond sur les résultats de l'étude initiale et examinera les incidences financières de chaque option dans le contexte du Plan stratégique du PROE 2011-2015. L'établissement d'une présence sous-régionale devra faire l'objet d'une analyse rigoureuse des coûts et avantages, fondée sur des données tangibles et quantifiables. Cette analyse utilisera le siège actuel d'Apia comme référence et évaluera les avantages sous l'angle des gains d'efficacité et de productivité possibles par rapport au montage institutionnel actuel du PROE. Elle aidera les Membres à rendre une décision concernant l'éventuelle expansion sous-régionale du PROE et devra à ce titre fournir une analyse précise des options disponibles.

Le consultant recensera également d'éventuelles nouvelles options en fournissant une analyse coûts-avantages pour chacune d'entre elles. Le rapport présentera les coûts potentiels pour le PROE de l'établissement d'une présence sous-régionale ainsi que les avantages du point de vue de l'amélioration de l'exécution des programmes existants et futurs prévus dans le Plan stratégique du PROE 2011-2015.

Ces travaux et l'analyse coûts-avantages pourront entre autres aborder les aspects suivants :

- Les frais d'établissement ;
- La fiscalité ;
- Le lieu ;
- Les frais de personnel (assurance, couverture médicale, coût de la vie, frais de réinstallation, etc.) ;
- La comparaison des coûts par rapport aux dépenses actuellement encourues par le PROE au siège à Apia ;
- Les frais généraux ;
- La disponibilité et la qualité des infrastructures (Internet, téléphonie, etc.) ; et
- L'examen des autres solutions possibles, telles que des détachements dans d'autres organisations du CORP.

Les avantages pour les Membres du PROE seront essentiellement envisagés dans le contexte du Plan stratégique du PROE 2011-2015, qui prévoit que le Secrétariat :

- Fournisse des services de qualité aux Membres en augmentant le financement des priorités recensées dans le Plan stratégique ;
- Mène une politique de changement et de renforcement institutionnel adaptée pour veiller à la pertinence et à la viabilité des programmes ; et
- Travaille en partenariat avec d'autres organisations et parties prenantes qui appuient les priorités du PROE.

La mission de consultant formulera des recommandations claires et quantifiables sur les avantages associés à l'établissement d'une présence sous-régionale, en tenant compte des risques potentiels pour l'Organisation et ses employés.

Le rapport final aidera les Membres à rendre une décision concernant l'option la plus efficace sur le plan des coûts pour établir une présence sous-régionale du PROE et analysera les avantages associés dans le cadre des objectifs définis dans le Plan stratégique du PROE 2011-2015.

Le consultant veillera à la participation active des Membres et collaborera étroitement avec les gouvernements concernés, les organisations du CORP, les partenaires du PROE ainsi que la direction et le personnel du Secrétariat.

Produits

Outre la liste des éléments critiques ci-dessus :

- i. Le consultant préparera une analyse coûts-avantages de toutes les options pertinentes concernant l'établissement d'une présence sous-régionale du PROE, y compris en installant certains de ses agents dans les locaux d'autres organisations du CORP. Le rapport présentera les incidences financières, juridiques, fiscales et géographiques de chaque option. Il contiendra également une synthèse des réponses des Membres au questionnaire disponibles au moment de sa publication.
- ii. Le consultant préparera des rapports pour chaque consultation nationale, en détaillant les opinions des personnes et organisations consultées ainsi que les options possibles, le cas échéant, concernant l'établissement d'une présence sous-régionale dans le pays concerné. Une liste complète de toutes les données utilisées dans le cadre de la mission de conseil sera également préparée.
- iii. Le rapport sera présenté à la direction du PROE, afin d'obtenir son avis avant la Conférence du PROE en août 2012.
- iv. Le consultant sera présent à la Conférence du PROE qui se tiendra à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) en août 2012 pour fournir une assistance ou des éclaircissements aux Membres le cas échéant.

Tâches spécifiques

La mission de conseil devra notamment inclure les tâches suivantes :

- i. Collaboration avec les ÉTIO et les partenaires/donateurs pour veiller à obtenir des informations financières pertinentes et utiles ;
- ii. Missions dans certains pays et territoires membres des sous-régions mélanésienne, micronésienne et polynésienne pour consulter les fonctionnaires concernés au sujet d'une analyse coûts-avantages de l'établissement d'une présence sous-régionale du PROE ;
- iii. Préparation d'une synthèse des principales informations recueillies lors des consultations avec les Membres, partenaires et donateurs du PROE ;
- iv. Collaboration étroite avec le Secrétariat du PROE en vue de l'élaboration d'un projet de rapport ;
- v. Soumission au Secrétariat d'un projet de rapport contenant une analyse coûts-avantages relative à l'établissement d'une présence sous-régionale du PROE dans la région Pacifique, sans nécessairement se limiter aux options susmentionnées ;
- vi. Fourniture aux Membres de l'assistance ou des éclaircissements nécessaires sur le rapport lors de la 23^e Conférence du PROE qui se tiendra en Nouvelle-Calédonie en août 2012.

ANNEXE 2. RÉSUMÉ DES CONSULTATIONS

La présente annexe résume les observations et retours d'information des pays membres, partenaires de développement et organisations du CORP recueillis à la suite des consultations menées entre le 28 juin et le 27 juillet 2012.

(1) Hébergement conjoint avec une organisation du CORP ou autre et/ou organe autonome avec plusieurs agents appuyant divers projets régionaux

a) Synergies du PROE et de la CPS et efficacité des ressources techniques et financières

- Une approche reposant sur un hébergement conjoint et la collaboration entre organisations présenterait des avantages pour les pays membres au niveau de la réduction des coûts et de la collaboration sur les questions d'intérêt mutuel.
- Besoin de synergies au niveau des approches et des ressources si le PROE devait partager un bureau avec une autre organisation du CORP telle que la CPS. Compte tenu de la nature technique de ces deux organisations, de nombreux domaines de coopération mutuelle existent tant en Micronésie qu'en Mélanésie.
- Un partenariat avec la CPS est considéré comme une approche efficace sur le plan des coûts de la prestation de services aux Membres, d'autant plus que les deux organisations du CORP ont un mandat technique et que la CPS représente un bon exemple pour appeler l'attention sur les pays et développer des relations et des programmes lorsqu'il y a lieu.

b) Questions concernant l'hébergement conjoint relatives au mandat, à la taille et aux ressources du PROE

- L'hébergement avec une autre organisation du CORP telle que la CPS ne sera pas nécessairement favorable au PROE du fait de sa plus petite taille en termes institutionnels, opérationnels et statutaires. La tendance actuelle est à la synergie des ressources techniques et financières des organisations du CORP (intégration de la SOPAC et du SPBEA au sein de la CPS). Malgré le besoin d'expansion, le climat économique actuel n'est pas favorable compte tenu des ressources disponibles.

c) Soutien à l'hébergement au sein d'organisations du CORP à condition que cela ne compromette pas la prestation actuelle des services

- Soutien à l'établissement par le PROE d'une présence sous-régionale tant qu'il ne nuit pas à la qualité des services actuellement fournis aux pays membres. Besoin d'un guichet unique pour les organisations du CORP, dont le PROE, afin de disposer d'une approche intégrée et coordonnée concernant la prestation de services aux Membres.

d) Modèles d'hébergement conjoint à envisager

- Hébergement conjoint avec une organisation du CORP ou autre et/ou organe autonome avec plusieurs agents appuyant divers projets régionaux ; il est important de se doter d'un « responsable » pour veiller à la transparence et à la responsabilisation dans les domaines recevant une assistance dans les pays.
- Modèle unique du programme North-REP. Le programme sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (North-REP) a été établi dans le cadre d'accords avec la CPS dans les secteurs énergétiques des ÉFM, des Palaos et des Îles Marshall. Le bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord à Pohnpei héberge l'unité de gestion de ce programme tandis que les spécialistes de l'énergie sont implantés dans les pays concernés.
- Le cadre de développement des organes de l'ONU a été suggéré pour les diverses organisations du CORP concernant les synergies en matière d'approches, de ressources et de rapports à fournir.

(2) Modèle des chargés de pays du Secrétariat du Forum pour le Plan pour le Pacifique et les petits États insulaires

a) Besoin de définir le pôle d'intérêt des activités nationales/sous-régionales

- Orientations et compréhension claires des objectifs et des niveaux de participation requis. Le mandat du PROE est de nature technique et un chargé de pays pourra être davantage axé sur les tâches administratives ou stratégiques qu'un expert technique.
- Option privilégiée si elle permet de clairement définir les pouvoirs et rôles de la personne concernée en matière de responsabilités et d'établissement de rapports, pour efficacement faciliter ces aspects pour le PROE en association et consultation étroites avec le pays hôte.

b) Expérience et compétences requises

- Vu d'un œil favorable en tant que possibilité envisageable par le PROE, mais l'ensemble de compétences nécessiterait des connaissances sur les processus nationaux, la coordination des politiques, la gestion ainsi que le suivi et l'évaluation des projets.
- Le succès dépend souvent des personnes recrutées et de leur niveau de participation et de compréhension des processus nationaux, ainsi que de leurs relations avec le gouvernement hôte et de leur capacité à développer des relations avec le pays hôte et le Secrétariat.

c) Avantages

- Approche intéressante du point de vue du recrutement de personnes dans les pays membres ainsi que du maintien des relations avec le Secrétariat pour valoriser les activités de l'organisation du CORP et les besoins du pays. Pour un pays, l'avantage a été la coordination neutre des problèmes dans le pays concernant le travail du Secrétariat du Forum, qui a eu pour effet de renforcer la coordination interne en faisant fond sur les mécanismes nationaux existants.

(3) Hébergement conjoint au sein d'une entité nationale

a) Aspects à prendre en compte à la lumière du mandat et des ressources limitées du PROE

- Le personnel employé par le PROE peut être engagé à un niveau bilatéral qui ne correspond pas au rôle du PROE en tant qu'organisation du CORP.
- Avantages pour un ou plusieurs pays plutôt que pour l'ensemble de la région.

b) Avantages

- Concernant les options relatives à une présence en Mélanésie, les accords de coopération avec l'UICN ont été probants et pourraient servir de modèle au PROE.
- La présence du PROE dans un pays aiderait l'organisation du CORP à attirer l'attention sur ce pays et à fournir une assistance dans les domaines posant de vrais problèmes. Le besoin de renforcer la coordination interne a été jugé essentiel pour accroître l'impact des activités menées dans les pays sans nuire aux activités de base attendues des agents chargés de l'environnement.
- Il est plus facile de traiter avec le PROE à intervalles réguliers s'il est présent dans le pays, comme cela est le cas avec les représentants de l'ONU et de la CPS qui coordonnent plus facilement leur travail sur place. Le rôle du Secrétariat du Groupe du fer de lance en tant que relais sous-régional pour les pays mélanésiens présente un intérêt certain mais, en tant que Membre, la présence du PROE dans le pays reste néanmoins un objectif.

(4) Avis concernant une approche sous-régionale

- Question importante pour les gouvernements depuis la 21^e Conférence du PROE tenue à Madang en 2010 et qui a gagné en importance au niveau politique.
- Les autres sous-régions qui désirent un bureau sous-régional du PROE dans leurs zones respectives de Mélanésie et de Micronésie pourraient recevoir un appui en fonction des conclusions du rapport des consultants.
- Toute contribution proposée devrait prendre la forme d'un ferme engagement pour être pris en compte, et notamment couvrir les aspects fonciers.

- a) **Enjeux relatifs à une présence sous-régionale et à la gestion des attentes des Membres**
- Lors de l'examen du rapport Gowty sur une présence sous-régionale en Mélanésie et des options consignées dans le rapport concernant l'éventuel hébergement conjoint avec le Secrétariat du Groupe du fer de lance, l'évaluation des coûts et des avantages pour les Membres du PROE a été notée, de même que l'hébergement conjoint avec une entité existante en raison des différents mandats, des rapports à fournir et des problèmes associés à la distance physique qui les sépare du siège du PROE.
 - Une présence sous-régionale n'est pas toujours efficace. Le bureau sous-régional de l'ONU au Samoa, qui est responsable de la coordination de projets et de l'assistance technique aux Îles Cook, au Samoa, aux Tokélaou et à Nioué, n'est par exemple pas pleinement efficace du fait de la forte rotation du personnel, des compétences techniques limitées des agents et de la faible participation de l'organisation aux activités sur le terrain.
- b) **Distinction entre pays membres du Pacifique Nord**
- La Micronésie est vaste et variée et les besoins et priorités politiques varient en fonction des pays, en particulier dans le Pacifique Nord, et de leurs relations bilatérales avec les États-Unis. L'établissement d'une présence sous-régionale dans le Pacifique Nord pour la Micronésie ne présenterait pas d'avantages pour les pays micronésiens bénéficiant de bonnes liaisons de transport avec les Fidji.
 - Compte tenu des besoins et de la situation géographique, une présence sous-régionale du PROE dans le Pacifique Nord pourrait présenter un intérêt, les modalités devant être explorées en collaboration avec la CPS.
- c) **Préoccupations concernant la fragmentation des ressources limitées du PROE**
- Présence sous-régionale plus justifiée aux Fidji compte tenu des besoins plutôt que dans les sous-régions micronésienne et mélanésienne. Concernant la contribution plus efficace et directe à l'amélioration des capacités des pays, les Fidji devraient être l'option privilégiée pour une présence sous-régionale du fait de sa plus grande accessibilité.
 - Une présence axée sur la Micronésie, la Polynésie et la Mélanésie fragmenterait le travail du PROE et les activités relevant des mandats des organisations du CORP.
 - Une démarche fondée sur le principe de précaution devrait être adoptée lorsque de telles initiatives sont justifiées par les besoins réels des pays membres compte tenu des faibles ressources disponibles.
- d) **Rôle du Secrétariat du Groupe du fer de lance et domaines de coopération avec le PROE**
- Les dirigeants du Groupe du fer de lance ont signé le 30 juin 2012 une déclaration sur l'environnement et le changement climatique énonçant leurs engagements collectifs concernant le changement climatique et les vastes thématiques environnementales intéressant leur sous-région. À la suite de cette déclaration, un groupe de travail/comité consultatif technique a été constitué pour élaborer un cadre, un plan de travail et un budget en vue de la mise en place d'une unité au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance à Port-Vila. Le gouvernement est fermement résolu à accueillir une présence sous-régionale du PROE et est favorable à un hébergement conjoint avec le Secrétariat du Groupe du fer de lance.
 - Le Secrétariat du Groupe du fer de lance a entamé une collaboration avec le PROE pour unir leurs efforts à la Conférence de Rio. Cette coordination a essentiellement eu lieu par le biais d'un agent du PROE.
 - Le modèle sous-régional du Groupe du fer de lance pourrait servir d'exemple pour les autres groupements sous-régionaux en Micronésie et en Polynésie.
 - Appuierait un autre pays membre accueillant une présence sous-régionale pour la Mélanésie dans le cadre d'un hébergement conjoint avec le Secrétariat du Groupe du fer

de lance, en notant que l'analyse coûts-avantages devrait quantifier les frais de fonctionnement des différentes options en fournissant des exemples pour permettre leur comparaison par les Membres.

- Dynamique politique : Le Groupe du fer de lance n'inclut pas le gouvernement de Nouvelle-Calédonie mais plutôt un parti politique, d'où les sensibilités politiques associées à cette question.

e) Priorités de la sous-région mélanésienne

- Concernant la présence sous-régionale en Mélanésie, les besoins sont différents de ceux du Pacifique Nord et un accord pourrait être étudié dans le cadre d'un dispositif semblable avec la CPS.
- Cette présence consisterait en un bureau ou un dispositif semblable pour répondre aux besoins techniques sur le terrain et aider les Membres dans les domaines prioritaires recensés pour la Mélanésie : foresterie, dégradation des sols, changement climatique et gestion des déchets.
- Appui à un dispositif d'accueil pour une présence sous-régionale en Mélanésie, qui pourrait être bénéfique aux Membres en termes de rapport coût-efficacité compte tenu de leur établissement comme centre international pour le Pacifique, et soutien probable du gouvernement pour faciliter l'établissement d'une telle présence.

(5) Rôle du Secrétariat

a) Statu quo

- Généralement satisfait de la manière dont le PROE gère ses opérations.

b) Capacité technique à développer l'approche et la participation du PROE dans les sous-régions

- Question de savoir si le PROE a la capacité technique nécessaire, en tant qu'organisation, pour développer sa participation au niveau sous-régional car il pourrait être sollicité à l'excès compte tenu de ses activités actuelles dans la région.
- Le Secrétariat pourrait améliorer sa capacité technique à gérer de plus grands projets intéressant la région et les diverses sous-régions. Fort potentiel d'expansion régionale des activités environnementales du PROE mais il devra évoluer et faire face aux défis rencontrés pour le bien de ses Membres.

c) Le Secrétariat doit définir des priorités ainsi que des domaines de travail au niveau sous-régional

- Quel type de travail doit être réalisé par le PROE dans le cadre d'une présence sous-régionale ? Une présence nationale nécessiterait-elle une approche administrative ou technique ? Comment cela améliorerait-il les capacités et l'alignement avec les autres organisations en cas de synergie ?
- Le PROE devrait se concentrer sur ses travaux existants et la réorganisation de la structure actuelle ainsi que sur son mandat, plutôt que de développer sa participation sous-régionale, ce qui pourrait être prématuré compte tenu du climat économique actuel et de la tendance à la synergie au niveau des organisations du CORP.
- Le PROE devrait recenser les besoins spécifiques des pays et faire la distinction entre les besoins locaux et les besoins communs aux pays membres car les aspects spécifiques à un pays peuvent être abordés de manière bilatérale entre un pays et un partenaire de développement et ne relèvent pas nécessairement du PROE.
- Le principal objectif de la présence sous-régionale devrait être la prestation efficace de services, les thèmes communs, notamment par activité, et les capacités insuffisantes des pays membres qui nécessitent une attention urgente.
- Revient à améliorer la mise en œuvre des programmes du PROE qui, à long terme, serait d'un meilleur rapport coût-efficacité en raison d'un soutien technique accru sur le terrain plutôt

que l'approche ponctuelle qui prévaut actuellement. L'examen détaillé des crédits budgétaires des programmes et projets du PROE montre que les billets d'avion et les indemnités journalières des conseillers techniques du PROE sont préjudiciables à la mise en œuvre des projets dans les pays.

d) Rôle du Secrétariat du Groupe du fer de lance et domaines de coopération avec le PROE

- Le Secrétariat du Groupe du fer de lance considère le PROE comme l'organisation régionale chef de file sur l'environnement et le changement climatique et estime qu'il doit plus activement orienter la planification et la coordination des activités régionales dans ces domaines. Le Secrétariat du Groupe du fer de lance estime que le PROE doit d'urgence fédérer les organisations régionales et sous-régionales et les partenaires de développement, être plus actif dans les domaines de l'environnement et du changement climatique et élaborer un cadre commun pour minimiser les doubles emplois et renforcer les synergies des initiatives régionales et sous-régionales.
- Le Secrétariat du Groupe du fer de lance estime que des progrès peuvent être réalisés au niveau des dispositifs formels et actifs, par exemple deux institutions échangeant systématiquement des informations et participant aux réunions ministérielles alors que chaque organisation cherche le meilleur moyen de collaborer.
- Le Secrétariat du Groupe du fer de lance est prêt à collaborer avec le PROE et à l'héberger au sein de son unité sur l'environnement et le changement climatique dans le cadre d'une présence sous-régionale en Mélanésie.

e) Fragmentation régionale

- Besoin d'examiner la fragmentation apparente du travail du PROE qui pourrait être contraire à son mandat en tant qu'organisation du CORP et représenter un handicap si cet aspect n'est pas envisagé avec prudence.
- La modification de l'approche actuelle pourrait obliger le PROE à redéfinir son rôle et à réévaluer ses objectifs institutionnels ainsi que son identité unique dans la région, compte tenu des réformes régionales des organisations du CORP telles que le RIF.
- La fragmentation du travail du PROE pourrait être préjudiciable à la région et à l'Organisation elle-même. Des précédents existent toutefois dans la région et d'autres organisations du CORP ont remporté des succès dans ce domaine, telles que l'USP et ses antennes locales.

f) Organisations du CORP et coopération sous-régionale

- Besoin d'organisations environnementales dans la région pour mieux coordonner les activités et avoir un impact maximum sur les personnes concernées sans créer involontairement des lourdeurs bureaucratiques pour les Membres.
- L'eau est un domaine prioritaire dans lequel les pays reçoivent actuellement une assistance du PROE et de la CPS par le biais de la SOPAC, mais les rapports à fournir diffèrent au sein de ce même secteur, ce qui a des conséquences au niveau de la charge de travail et des ressources humaines. Les chevauchements d'activités sont un autre problème car les pays doivent s'adresser à diverses organisations du CORP et organisations internationales dans le même secteur alors qu'ils préféreraient contacter un agent qui coordonnerait les informations ou l'assistance aux Membres.
- L'examen des activités régionales sur l'environnement et le changement climatique montre que la mise en œuvre directe par le Secrétariat du Forum, le Fonds communautaire pour l'environnement dans le Pacifique et les initiatives régionales sur l'environnement et le changement climatique de la CPS et du Centre d'activité de la CESAP pour le Pacifique devraient être mieux coordonnées.
- Les principaux volets environnementaux des programmes de la SOPAC, dont le transfert au PROE avait été envisagé dans le cadre du RIF, ont maintenant essentiellement été intégrés dans les programmes de la CPS.
- Un chargé de pays pour le Plan pour le Pacifique pourrait également assumer le rôle de représentant national du PROE, en fonction des tâches supplémentaires qui lui seraient

assignées par la direction du PROE et des accords de coopération avec le Secrétariat du Forum si cette possibilité est explorée.

g) Besoin d'une participation et d'une communication accrues avec les Membres et les partenaires

- Les missions de la direction du PROE dans les pays membres ont pu contribuer à la promotion du rôle de chef de file du PROE auprès des principaux acteurs des réseaux régionaux et sous-régionaux.
- Désir exprimé que les représentants du PROE qui participent à des forums internationaux recueillent au préalable les avis des pays membres, de sorte que les positions formulées soient celles des Membres, surtout dans le cas des petits États insulaires qui ne sont pas toujours en mesure de participer à ces réunions.
- Besoin que les représentants du PROE rendent la pareille aux Membres en faisant rapport sur les principaux résultats à leur retour. Les agents du PROE participent souvent à des forums internationaux avec l'appui des pays membres et il serait utile de connaître la valeur et l'impact de cette participation.
- « Capacité virtuelle » et utilisation de la technologie pour améliorer les communications d'une approche sous-régionale.

(6) Besoins des pays membres et de la sous-région

a) Pays membres devant définir leurs besoins spécifiques en vue d'une participation sous-régionale

- Les Membres ont la responsabilité de définir leurs besoins et la façon dont ils utilisent les services disponibles pour veiller à la bonne mise en œuvre des programmes dans leur pays.
- Les Membres souhaitant une présence sous-régionale doivent recenser spécifiquement leurs besoins et proposer plusieurs options possibles pour y répondre de manière efficace en tenant compte des contraintes régionales imposées aux PROE.

b) Partage des problèmes et moyens communs pour répondre au besoin d'un développement durable

- Une présence sous-régionale est considérée comme un mécanisme permettant d'améliorer la prestation des services et de valoriser les activités du PROE dans les pays membres tout en renforçant les capacités nationales. Le principal facteur motivant une présence sous-régionale est le besoin de veiller à ce que les programmes soient ciblés en tenant compte des besoins. Par exemple, les principaux facteurs concernant la sous-région mélanésienne sont l'impact de l'exploitation minière et forestière et le besoin collectif de gérer efficacement les ressources dans le cadre d'un développement économique durable. Un mécanisme sous-régional du PROE permettrait de mettre en commun les connaissances et approches pour établir des pratiques environnementales optimales et d'élaborer des solutions et stratégies reposant sur les expériences mutuelles ne présentant pas nécessairement d'intérêt pour les autres Membres du PROE.
- Le Secrétariat du Groupe du fer de lance a été chargé par les dirigeants de planifier et de coordonner les quatre engagements prioritaires dans les domaines du changement climatique et de l'environnement jugés importants par les pays mélanésiens mais ne bénéficiant pas d'une priorité suffisante dans les cadres de développement nationaux et régionaux existants. Une unité spéciale est en cours de création au sein du Secrétariat du Groupe du fer de lance pour coordonner et planifier la mise en œuvre de ces initiatives sous-régionales. Les représentants du Groupe du fer de lance se sont réunis à Port-Vila du 23 au 25 juillet pour poursuivre la planification de la mise en œuvre de ces quatre engagements. Le Secrétariat du Groupe du fer de lance a évoqué la possibilité que le comité de représentants soit abordé dans le cadre de la présence sous-régionale du PROE.

c) Petits États insulaires

- Comment le PROE peut-il aider les petits pays ayant une faible population et des capacités techniques limitées ? Une présence sous-régionale à Suva est préférée compte tenu de la facilité d'accès, des mécanismes nationaux établis par les missions diplomatiques et des relations bilatérales étroites avec les Fidji.
- Une approche souple est nécessaire à tous égards pour mobiliser efficacement les diverses agences environnementales concernant les petits pays insulaires lorsque l'administration publique est relativement petite et que les capacités sont véritablement limitées en termes de gestion, de suivi et d'évaluation des projets.
- L'accès au financement n'est pas nécessairement un problème mais les nombreuses exigences relatives à la gestion des fonds reçus, à l'établissement des rapports, au suivi et à l'évaluation des projets en conformité avec les normes requises par les organisations partenaires représentent un besoin critique.
- De nombreux engagements régionaux et internationaux doivent être honorés et coordonnés au niveau national alors que le personnel n'est pas suffisant pour veiller à leur mise en œuvre sur le terrain. Par exemple, des initiatives sur le changement climatique sont menées dans la région par le PROE, le FEM et la CPS (dont la SOPAC), ce qui est énorme compte tenu des capacités humaines limitées du ministère de l'Environnement. Il s'ensuit que les nombreuses exigences des organisations en matière de rapports, de suivi et d'évaluation des projets nuisent souvent à leur mise en œuvre dans le pays et à la fourniture de services au pays.
- Les besoins concernant le changement climatique sont énormes en raison des préoccupations environnementales liées à ses impacts physiques, qui sont ressentis chaque jour par le pays et en font donc une priorité stratégique nationale.
- Concernant les énergies renouvelables, il a été noté que ce domaine est important en raison de l'impact du changement climatique et des conséquences sanitaires. Il convient donc de prendre des mesures sur les questions environnementales du fait de leur impact direct sur la vie et le bien-être du pays.

d) Présence sous-régionale dans le Pacifique Nord

- Besoin reconnu d'une présence sous-régionale dans les pays membres du Pacifique Nord du fait de leur éloignement du PROE et de leurs besoins de capacités techniques.

(7) Avis concernant les financements complémentaires

a) Climat économique et tendances actuelles

- La tendance actuelle est à la synergie des ressources techniques et financières des organisations du CORP (intégration de la SOPAC et du SPBEA au sein de la CPS). Malgré le besoin d'expansion, le climat économique actuel n'est pas favorable compte tenu des ressources disponibles.
- Les faibles fonds disponibles dans la région ont été évoqués, notamment en ce qui concerne le 11^e FED lorsque les relations avec les autres Membres du PROE ont une dimension politique qui doit être prise en compte.

b) Incidence financière sur les Membres

- Le mécanisme sous-régional ne devrait pas entraîner d'augmentation des contributions des Membres car cela affecterait l'orientation des ressources financières.
- L'analyse coûts-avantages doit veiller à ce que les options chiffrées soumises aux Membres soient abordables et viables à long terme et aient un impact positif.
- L'établissement des coûts des options proposées pour un bureau sous-régional doit clairement identifier les incidences financières sur les fonctions de base actuelles du PROE. Les principales préoccupations à prendre en compte comprennent :
 - Les options proposées pour une présence sous-régionale doivent être viables et autofinancées ;

- La subvention des bureaux sous-régionaux par le financement de base n'est pas appuyée si le principal objectif de ces bureaux est de mettre en œuvre des projets et des programmes nationaux/régionaux spécifiques.
 - Concernant le financement et les coûts d'une présence sous-régionale, il a été réaffirmé que les options ne devraient pas avoir d'incidence sur les coûts et être le plus efficace possible sur le plan financier.
- c) Utilisateur payeur et partage des coûts des hôtes**
- L'approbation par le PROE d'une présence sous-régionale, que ce soit en Micronésie et/ou en Mélanésie, devrait représenter un engagement des dirigeants en faveur d'un dispositif offrant un avantage concurrentiel et comparatif que les utilisateurs sont prêts à financer.
 - Les pays hôtes potentiels devront étudier des mesures de partage des coûts tels que l'hébergement, etc. et les avantages qu'ils peuvent offrir au PROE.
 - Concernant le partage des coûts d'une présence nationale, le financement pourrait provenir d'un projet ou d'un programme en partenariat avec un partenaire de développement ou une organisation associée si ce dispositif offre des avantages mutuels.
- d) Investissement**
- Le besoin d'améliorer la capacité dans les pays doit être envisagé comme un investissement pouvant ajouter de la valeur à long terme et non pas comme une dépense.
 - Des efforts doivent être déployés pour être efficace sur le plan des coûts et les dispositifs reposant sur le principe de l'utilisateur payeur doivent être abordés dès le début de l'examen d'une présence sous-régionale.
 - Malgré les incidences financières, les capacités nationales doivent être renforcées pour améliorer les services fournis dans les domaines techniques du changement climatique.
 - L'aspect le plus important est d'être sensible aux besoins des pays membres et de leur population, de sorte à valoriser le travail du PROE sans compromettre la qualité d'exécution des programmes.
 - Une présence sous-régionale devrait valoriser le travail du PROE et avoir un impact direct sur les pays bénéficiaires et leur population.
 - En cas d'incidence financière sur les pays membres, cette question devrait être envisagée par les Membres en tenant compte des avantages et de la valeur ajoutée.
 - Besoin d'examiner si la présence sous-régionale aura un impact important sur l'exécution des programmes et projets ainsi que la contribution financière des pays nécessaire à sa mise en œuvre. Besoin d'envisager une contribution si une présence sous-régionale offre des avantages justifiés.
- e) Aide au développement dans la région**
- L'aide à la région Pacifique augmente mais il est essentiel que le PROE améliore la prestation de ses services en développant les activités qui ont un impact direct sur les populations civiles. Les demandes sont soumises à une mise au concours et évaluées en fonction de leur utilité et des besoins prioritaires. Le Secrétariat du Forum en tant qu'ordonnateur régional pour le FED dans le Pacifique a une grande influence sur les processus et résultats. Le financement de l'UE (par mise au concours) est disponible au PROE compte tenu de son mandat dans le domaine environnemental (changement climatique, gestion des déchets, etc.) mais il revient au PROE d'être actif en élaborant des demandes qui améliorent l'exécution des programmes.
 - L'approche North-REP a été adoptée en raison de la complexité des processus de financement du FED et du besoin de trouver un mécanisme novateur pour répondre à un

besoin réel. Le financement est fourni dans le cadre d'un programme multipays où les fonds sont regroupés en fonction des crédits alloués à chaque pays. L'accord spécifique de contribution est un contrat entre l'UE et la CPS concernant la gestion et l'exécution du programme, aux termes duquel la CPS supervise l'administration, les aspects techniques et les interventions ainsi que l'ensemble de la mise en œuvre. Outre l'exécution du programme, la CPS reçoit également des frais de gestion de 7 %, en plus du budget du programme qui comprend l'administration et les apports techniques fournis pour appuyer sa mise en œuvre.

- Un financement pourrait être disponible dans des domaines relevant du PROE dans le cadre du 11^e FED mais les demandes devraient être préparées en conformité avec les exigences de l'UE et les priorités stratégiques du Plan pour le Pacifique.

ANNEXE 3. LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES

PAYS MEMBRE	NOMS DES PERSONNES CONSULTÉES
Australie	<p>M. Stephen Henningham Haut-commissaire Haut-Commissariat de l'Australie Apia (SAMOA)</p> <p>Sam Upritchard Premier secrétaire et consul Ambassade d'Australie Kolonia, Pohnpei (ÉFM)</p> <p>Agent de l'AusAID Ambassade d'Australie Kolonia, Pohnpei (ÉFM)</p>
ÉFM	<p>M. Gerson Jackson Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire Ambassade des ÉFM aux Fidji Suva (Fidji)</p> <p>M. Samson Pretrick Secrétaire d'État adjoint aux affaires étrangères Ministère des Affaires étrangères Pohnpei (ÉFM)</p> <p>Ricky F Cantero Secrétaire adjoint pour l'Amérique et l'Europe (ancien Secrétaire adjoint des ÉFM pour les îles du Pacifique) Ministère des Affaires étrangères Pohnpei (ÉFM)</p> <p>Brendy H Carl Secrétaire adjoint aux affaires asiatiques Ministère des Affaires étrangères Pohnpei (ÉFM)</p> <p>M. Marion Henry Secrétaire Département des affaires économiques Palikir, Pohnpei (ÉFM)</p> <p>M. Andrew Yatilman Directeur Bureau de l'environnement et des opérations d'urgence Direction Palikir, Pohnpei (ÉFM)</p>

Fidji	<p>Joep Davetanivalu Directeur de l'environnement Ministère des Collectivités locales, de l'Urbanisme, du Logement et de l'Environnement Ministère de l'Environnement Suva (Fidji)</p>
France	<p>M. Gilles Montagnier Ambassadeur Ambassade de la République française Suva (Fidji)</p>
Kiribati	<p>Mme Reteta Rimon Haut-commissaire Haut-commissariat de Kiribati Suva (Fidji)</p>
République des Îles Marshall	<p>Casten N. Nemra Secrétaire général Bureau du Secrétaire général Majuro (Îles Marshall)</p> <p>Warwick Harris Directeur Bureau de la planification environnementale et de la coordination des politiques Majuro (Îles Marshall)</p> <p>Kino S. Kabua Secrétaire aux Affaires étrangères Ministère des Affaires étrangères</p> <p>Doreen deBrum Secrétaire adjointe du Bureau des affaires multilatérales Ministère des Affaires étrangères</p> <p>Thomas Kijiner Jr. Secrétaire chargé des ressources et du développement Ministère des Ressources et du Développement</p> <p>Lowell R. Alik Directeur général adjoint Agence pour la protection de l'environnement</p> <p>Samuel K. Lanwi, Jr. Directeur adjoint Office des ressources marines des Îles Marshall</p>
Nauru	<p>M. Jarden Kephass Haut-commissaire Haut-commissariat de Nauru</p>

	Suva (Fidji)
Nouvelle-Calédonie	Anne-Claire Goarant Chargée de mission pour la coopération multilatérale et les organisations régionales Ministère des Affaires étrangères Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie Nouméa (Nouvelle-Calédonie)
Nouvelle-Zélande	Stuart Horne Haut-commissaire adjoint Haut-commissariat néo-zélandais Apia (SAMOA)
Nioué	Sauni Tongatule Directeur de l'environnement Environnement/Takatakaimotu Fonuakula Alofi (Nioué)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	M. Peter Carmichael Lake Eafeare Haut-commissaire Haut-commissariat de la Papouasie-Nouvelle-Guinée Suva (Fidji) Varigini Badira ACCD Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée Port Moresby (PNG)
Samoa	M. Aliioaiga Feturi Elisaia Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire/chef de mission Mission du Samoa aux Nations Unies New York (États Unis) M. Faamoetauloa Ulaitino Faale Tumaalii Ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement Gouvernement du Samoa Taulealeausumai Tuifuisaa Laavasa Malua Directeur général Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement Gouvernement du Samoa
Îles Salomon	Channel Iroi Sous-secrétaire/Secrétaire permanent par intérim Ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie Honiara (Îles Salomon)

	<p>M. Joe Horokou Directeur de l'environnement et de la conservation Ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie Honiara (Îles Salomon)</p>
Tokélaou	<p>Jovilisi Suveinakama Directeur général Directeur du Bureau pour le Conseil permanent de gouvernement Bureau de liaison des Tokélaou à Apia Apia (Samoa)</p> <p>Ake Puka-Mauga Conseiller de direction du Bureau pour le Conseil permanent de gouvernement tokélaouan Bureau de liaison des Tokélaou à Apia Apia (Samoa)</p>
Tuvalu	<p>M. Aunese Makoi Simati Haut-commissaire Haut-commissariat de Tuvalu Suva (Fidji)</p>
États-Unis	<p>Norman H. Barth Spécialiste de l'environnement pour le Pacifique Ambassade des États-Unis d'Amérique Suva (Fidji)</p> <p>Sandeep K. Singh Spécialise régional de l'environnement Ambassade des États-Unis d'Amérique Suva (Fidji)</p>
Vanuatu	<p>Albert Williams Directeur de l'environnement Ministère de l'Environnement et de la Conservation Ministère des Terres et des Ressources naturelles Port-Vila (Vanuatu)</p> <p>Sylvain Kalsakau Ministère des Affaires étrangères et des Relations extérieures Port-Vila (Vanuatu)</p> <p>Jean Sese Directeur des Affaires étrangères Ministère des Affaires étrangères et des Relations extérieures Port-Vila (Vanuatu)</p>

Bien que tout ait été mis en œuvre pour organiser des téléconférences avec les pays membres qui n'ont pas fait l'objet de missions, à la date du 7 août 2012, ces téléconférences n'avaient pas eu lieu avec les quatre pays suivants :

Samoa américaines	Fanuatele Toafa Vaiagae
-------------------	-------------------------

	<p>Directeur Agence pour la protection de l'environnement des Samoa américaines Pago Pago (Samoa américaines)</p>
Îles Cook	<p>Vaitoti Tupa Directeur Service national de l'environnement Rarotonga (Îles Cook)</p> <p>Carl Hunter Directeur de la Division du Pacifique Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration Rarotonga (Îles Cook)</p>
République des Palaos	<p>Sebastian Marino Planificateur environnemental national Gouvernement des Palaos</p>
Royaume des Tonga	<p>'Asipeli Palaki Directeur pour l'environnement et le changement climatique Ministère de l'Environnement et du Changement climatique Nukualofa (Royaume des Tonga)</p>

AUTRES ORGANISATIONS	NOMS DES PERSONNES CONSULTÉES
Dispositif du Commonwealth pour la promotion de la gouvernance dans le Pacifique	<p>Mose Saitala Directeur du Dispositif du Commonwealth pour la promotion de la gouvernance dans le Pacifique Honiara (Îles Salomon)</p>
Délégation de l'Union européenne dans le Pacifique	<p>Malcolm Ponton Attaché pour le Pacifique Nord Suva (Fidji)</p>
Agence des pêches du Forum (FFA)	<p>Tanielu Sua Directeur général</p> <p>James T Movick Futur directeur général</p>
Groupe du fer de lance mélanésien	<p>Peter Forau Directeur général</p> <p>Peni Sikivou Directeur des affaires sociales</p>
Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique (PIFS)	<p>Siège du Secrétariat du Forum, Suva (Fidji) : Fakavae Taomia Administrateur des programmes pour les petits États insulaires</p> <p>Alan Knox Agent chargé du Plan pour le Pacifique</p>

Ioane Alama
Conseiller sur la sécurité régionale
Programme sur la politique, la gouvernance et la sécurité

Filipo Masaurua
Conseiller sur les droits de l'homme

Vanuatu :

Sapai-moana Matariki
Chargée de pays pour le Plan pour le Pacifique
Division de l'Asie-Pacifique
Département des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce extérieur

Parties à l'Accord de
Nauru

Transform Aqorau
Directeur général

Maurice J. Brownjohn
Directeur commercial

Secrétariat général de
la Communauté du
Pacifique (CPS)

Bureau régional de la CPS à Suva (Fidji) :

Fekita Utoikamanu
Directeur général adjoint

Patricia Sachs-Cornish
Conseiller principal en planification
Cellule d'engagement stratégique

John Yee Chief
Directeur adjoint
Services généraux

Bureau de pays de la CPS à Honiara (Îles Salomon)

Mia Rimon
Coordinatrice

Bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord, Pohnpei (ÉFM)

Aliti Vunisea
Chargé des affaires courantes
Conseiller – Département Développement humain

Chris Ryan
Conseiller en statistique/Specialiste des enquêtes

Mereseini Seniloli
Chargé de la vulgarisation fondée sur des méthodes participatives
Ressources foncières

Fenno Brunken
Conseiller sur le changement climatique

Programme CPS/GIZ Faire face au changement climatique en Océanie (CCPIR)

Pasha Carruthers

Conseiller sur le changement climatique

Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique (Pacifique Nord) : Petits États insulaires (ÉFM, Îles Marshall, Kiribati et Palaos)

Commission des
pêches pour le
Pacifique Centre-Ouest
(CPPCO)

Siège de la CPPCO, Pohnpei (ÉFM) :

Lara Manarangi-Trott

Chargé des affaires courantes

Gestionnaire de la conformité

Aaron Nighswander

Agent chargé des finances et de l'administration

Women United
Together in the
Marshall Islands
(WUTMI)

Mary Treanor

Marie Maddison

Fondatrice/Conseillère

ANNEXE 4. LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

- Communiqué MATA du 5 juillet 2012 du 12^e Sommet des présidents micronésiens
- Rapport de la 21^e Conférence du PROE (2010)
- Rapport de la 22^e Conférence du PROE (2011)
- Synthèse des réponses des pays membres sur le projet de cadre de référence de l'analyse coûts-avantages
- David Gowty, Rapport préliminaire devant aider le Secrétariat du PROE à étudier les options concernant l'établissement d'une présence sous-régionale dans la région Pacifique 2011
- Budget et programme de travail du Secrétariat du Forum pour 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011
- Coûts des chargés de pays du Secrétariat du Forum pour les petits États insulaires (2012)
- Accord entre le Secrétariat du Forum et le gouvernement hôte des chargés de pays pour les petits États insulaires
- Mandat du Secrétariat du Forum pour les chargés de pays pour les petits États insulaires
- Document de réflexion des parties à l'Accord de Nauru
- Simone Gigli et Graham Sem, Rapport de mission d'évaluation – Gestion des impacts du changement climatique sur les ressources foncières du Pacifique : Rôles et responsabilités des parties concernées concernant le changement climatique dans le Pacifique (2008)
- Accord de siège pour le Bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord
- Budget annuel de la CPS pour 2012
- Plan directeur de la CPS 2007-2012
- Décentralisation des bureaux régionaux et nationaux de la CPS (2009)
- Frais de personnel et de fonctionnement du Bureau régional de la CPS pour le Pacifique Nord (2012)
- Convention portant création du Programme régional océanien de l'environnement (juin 1993)
- Annexe 5 du PROE : Rapport des Amis du Président : Évaluation des options concernant l'établissement d'une présence sous-régionale du PROE 2011
- Rapport annuel du PROE 2011
- Rapport annuel du PROE 2010
- Décaissements du PROE dans les pays (2009, 2010 et 2011)
- Indemnités journalières du PROE (juillet 2012)
- Règlement financier du PROE (2005)
- Accord de siège du PROE (avril 1996)
- Règlement du personnel du PROE (2007)
- Plan stratégique du PROE 2011-2015
- Données sur les voyages du PROE 2007-2011
- Politique du PROE concernant les voyages (mai 2011)
- Budget-programme du PROE pour 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012
- Rapport du PNUD sur les indicateurs de développement humain (2011)
- Directives du PNUE en matière de présence stratégique 2010-2013, Document de politique générale de l'équipe de direction (2009)
- Rapport de la Banque mondiale sur la facilité à conduire des affaires (2012)

ANNEXE 5. MÉTHODOLOGIE ET HYPOTHÈSES DE L'ANALYSE COÛTS-AVANTAGES

L'analyse coûts-avantages (ACB) est un outil analytique permettant d'évaluer la viabilité financière des différentes approches envisagées pour une présence sous-régionale. Elle repose sur une analyse du rapport coût-efficacité des différentes options afin de voir si les avantages l'emportent sur les coûts.

L'analyse coûts-avantages (ACB) a été effectuée en utilisant la « méthode du moindre coût ». Les coûts et avantages ont été ajustés conformément à l'évolution des taux d'inflation des pays membres sélectionnés pour l'ACB.

Cette analyse a exploré quatre options :

- **Option 1 : Hébergement conjoint du PROE**
Examen de l'hébergement au sein d'une institution existante telle qu'une organisation du CORP ou une institution comparable.
- **Option 2 : Organe autonome ou bureau de pays**
Établissement d'un organe autonome ou bureau de pays.
- **Option 3 : Adaptation du modèle de chargés de pays nommés par le PROE dans les petits États insulaires**
Modèle inspiré des chargés de pays du Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique pour les petits États insulaires et le Plan pour le Pacifique.
- **Option 4 : Statu quo**
Situation actuelle sans expansion des opérations du PROE ni modification du budget. Le statu quo pourrait être aménagé en établissant une unité de politique stratégique, de planification, et de suivi et d'évaluation au siège du PROE, à Apia (Samoa).

Les hypothèses utilisées sont détaillées ci-après.

OPTION 1 : HÉBERGEMENT CONJOINT DU PROE

Coûts

- Les pays du Pacifique Nord utilisés pour l'ACB étaient les ÉFM et les Îles Marshall car des entités susceptibles d'héberger le PROE y sont déjà présentes : CPS aux ÉFM et Secrétariat des parties à l'Accord de Nauru et Bureau sous-régional de l'ONU aux Îles Marshall.
- Les pays du Pacifique Sud-Ouest utilisés pour l'ACB étaient Vanuatu et les Îles Salomon car des entités susceptibles d'héberger le PROE y sont déjà présentes : Secrétariat du Groupe du fer de lance et futur bureau de la CPS à Vanuatu et deux organisations du CORP (FFA et CPS) aux Îles Salomon.
- L'engagement d'un agent ayant de l'ancienneté et des compétences techniques, correspondant à la catégorie de traitement L du PROE, c'est-à-dire un traitement entre 68 000 et 102 000 dollars É.-U. a été supposé.
- Une allocation représentant 40 % du traitement moyen de la catégorie L a été utilisée pour couvrir le logement et les autres indemnités versées à l'agent.
- La part des frais de fonctionnement revenant au PROE représente 15 % des dépenses ordinaires totales du Bureau de la CPS pour le Pacifique Nord à Pohnpei (89 000 dollars É.-U.). Ce chiffre a été utilisé en supposant l'hébergement d'un seul agent technique partageant les frais d'administration avec la CPS ou une entité comparable.

- Une allocation pour matériel de bureau de 3 000 dollars É.-U. tous les trois ans a été utilisée pour couvrir l'achat d'un ordinateur portable, d'une imprimante, etc.
- L'allocation annuelle pour fournitures de bureau s'élève à 500 dollars É.-U.
- Les frais de voyage depuis le siège du PROE, y compris les indemnités journalières et les frais accessoires, sont estimés à 50 % des frais de voyage encourus par le PROE en 2011.
- Les frais de voyage dans le Pacifique Nord à partir des ÉFM vers les Îles Marshall et les Palaos couvriront des déplacements trimestriels.
- Deux allers-retours au siège du PROE à Apia (Samoa) sont également prévus pour une réunion annuelle et une réunion avec la direction.

Avantages

Pacifique Nord

- Qualité et pertinence accrues des activités du PROE pour les Membres de la sous-région.
- Augmentation de la présence du PROE dans les pays, entraînant l'amélioration de la visibilité et des relations de travail avec les pays membres, notamment de la sensibilisation au mandat environnemental régional, évaluée à 15 % du nouveau poste proposé (catégorie L des traitements du PROE).
- Économies sur les billets d'avion sur la base des frais de voyage du PROE pour 2011.
- Économies sur les indemnités journalières et frais accessoires sur la base des frais de voyage du PROE pour 2011.

Pacifique Sud-Ouest

- Augmentation de la qualité et de la pertinence des activités du PROE pour les Membres de la sous-région, la présence du PROE dans les pays entraînant l'amélioration de la visibilité et des relations de travail avec les pays membres, notamment de la sensibilisation au mandat environnemental régional, évaluée à 15 % du nouveau poste proposé (catégorie L du traitement du PROE).
- Économies sur les billets d'avion sur la base des frais de voyage du PROE pour 2011.
- Économies sur les indemnités journalières et frais accessoires sur la base des frais de voyage du PROE pour 2011.

Avantages pour les pays membres du PROE

- Gains de temps pour les pays membres du PROE (Vanuatu, Îles Salomon et Papouasie-Nouvelle-Guinée) car leurs représentants officiels passeront moins de temps à se rendre aux réunions du PROE du fait de la présence du bureau sous-régional et pourront ainsi consacrer plus de temps à leur travail dans leur pays. Le calcul repose sur l'hypothèse que deux représentants nationaux gagnent une semaine de temps de travail, ce qui leur permet d'être plus productifs dans leur pays ; valeur estimée : 2 500 dollars É.-U. par an. Cette économie repose sur l'hypothèse que chaque représentant officiel gagne 30 000 dollars É.-U. par an et travaille une semaine de plus dans son pays plutôt que d'être en déplacement.

OPTION 2 : ORGANE AUTONOME OU BUREAU DE PAYS

Coûts

- Un bureau autonome comprenant trois agents employés par le PROE. Un directeur de programme rémunéré selon la catégorie K de traitement des cadres professionnels du PROE (moyenne située entre 61 000 et 83 000 dollars É.-U.). Deux agents supplémentaires, dont un chargé de projet de la catégorie I (moyenne située entre 33 000 et 48 000 dollars É.-U.) et un agent de soutien ou un gestionnaire de compte de la catégorie F3 (moyenne située entre 12 000 et 18 000 dollars É.-U.).

- Les frais de logement et autres indemnités ont été estimés à 40 % des traitements moyens des trois agents des catégories K, I et F3.
- Les frais de fonctionnement comprennent les communications, les services collectifs, les polices d'assurance, les dépenses d'équipement et les transports, estimés à 40 % des dépenses totales ordinaires du Bureau de la CPS pour le Pacifique Nord à Pohnpei (89 000 dollars É.-U.). Ce chiffre a été utilisé en supposant que l'organe autonome comprendra trois agents du PROE rémunérés selon les catégories K, I et F3.
- Les frais de voyage, y compris les billets d'avion, indemnités journalières et frais accessoires des trois agents du PROE se rendant des six pays sélectionnés (ÉFM, Îles Marshall, République des Palaos, Îles Salomon, Vanuatu et Papouasie-Nouvelle-Guinée) au siège du PROE, à Apia, à raison de deux fois par ans, s'élèvent à 45 000 dollars É.-U.
- Une allocation pour matériel de bureau de 9 000 dollars É.-U. tous les trois ans a été utilisée pour couvrir l'achat d'un ordinateur portable, d'une imprimante, etc.
- L'allocation annuelle pour fournitures de bureau s'élève à 1 500 dollars É.-U.

Avantages

- Qualité et pertinence accrues des activités du PROE pour les Membres des sous-régions concernées.
- Augmentation de la présence du PROE dans les pays, entraînant l'amélioration de la visibilité et des relations de travail avec les pays membres, notamment de la sensibilisation au mandat environnemental régional, évaluée à 20 % des nouveaux postes proposés (catégories K, I et F3 des traitements du PROE).
- Six pays ont été envisagés : ÉFM, Îles Marshall, République des Palaos, Îles Salomon, Vanuatu et Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- Les avantages comprennent les économies de voyage, y compris les indemnités journalières et les frais accessoires, en utilisant les frais de voyage encourus par le PROE en 2011 pour se rendre dans les pays concernés.

Organe autonome – Avantages pour les pays membres du PROE

- Gains de temps pour les pays membres du PROE car leurs représentants officiels passeront moins de temps à se rendre aux réunions du PROE du fait de la présence du bureau sous-régional et pourront ainsi consacrer plus de temps à leur travail dans leur pays. Le calcul repose sur l'hypothèse que deux représentants nationaux gagnent une semaine de temps de travail, ce qui leur permet d'être plus productifs dans leur pays ; valeur estimée : 2 500 dollars É.-U. par an. Cette économie repose sur l'hypothèse que chaque représentant officiel gagne 30 000 dollars É.-U. par an et travaille une semaine de plus dans son pays plutôt que d'être en déplacement.

Organe autonome – Obligations du pays hôte

- Les frais d'établissement d'un bureau autonome du PROE à prendre en charge par le pays hôte s'élèvent à 750 000 dollars É.-U. Ce montant repose sur l'acquisition d'un terrain de 2 000 mètres carrés et la construction d'un bâtiment de 40 mètres carrés, y compris les frais de raccordement, les services collectifs et les aménagements nécessaires sur une base de 3 000 dollars É.-U. par mètre carré.

OPTION 3 : CHARGÉ DE PAYS DU PROE POUR LES PETITS ÉTATS INSULAIRES (MODÈLE ADAPTÉ DU SECRÉTARIAT DU FORUM)

Coûts

- Repose sur les dépenses réelles tirées du budget du Secrétariat du Forum pour les frais de personnel relatifs aux petits États insulaires.
- Pour ce qui est des frais de fonctionnement, la somme de 5 000 dollars É.-U. a été utilisée comme référence, ce qui est supérieur au budget annuel alloué par le Secrétariat du Forum.

- Une allocation pour matériel de bureau de 3 000 dollars É.-U. tous les trois ans a été utilisée pour couvrir l'achat d'un ordinateur portable, d'une imprimante, etc.
- L'allocation annuelle pour fournitures de bureau s'élève à 500 dollars É.-U.
- L'ACB a prévu deux allers-retours par agent entre le pays hôte et le siège, indemnités journalières et frais accessoires compris, lesquels s'élèvent actuellement au PROE à environ 80 % des montants fixés par l'ONU. La durée moyenne des voyages a été estimée à sept jours pour un aller-retour entre le pays hôte et Apia (Samoa).
- Les frais de voyage des agents techniques du siège ont été estimés à 50 % des frais de voyage encourus par le PROE en 2011, en supposant que les principaux besoins techniques seront plus précis, spécifiques et ciblés grâce à la présence d'un agent dans le pays qui pourra coordonner tous les aspects nécessaires avant que les missions techniques n'aient lieu dans le pays.

Avantages

- Économies sur les billets d'avion, indemnités journalières et frais accessoires des agents du siège du PROE.
- Qualité et pertinence accrues des activités du PROE pour les Membres de la sous-région.
- Augmentation de la présence du PROE dans les pays, entraînant l'amélioration de la visibilité et des relations de travail avec les pays membres, notamment de la sensibilisation au mandat environnemental régional, évaluée à 10 % du traitement du chargé de pays pour les petits États insulaires.
- Compte tenu de l'approche ciblée de l'assistance technique, les interventions pourront être plus précises et spécifiques et ainsi mieux répondre aux besoins du pays membre.

OPTION 4 : STATU QUO

Option 4 – Maintien du statu quo

- Aucun coût supplémentaire
- Aucun avantage supplémentaire

Option 4 – Création d'une unité de politique stratégique, de planification, et de suivi et d'évaluation au siège du PROE.

Coûts

- Recrutement d'un directeur de programme (unité de planification et de politique stratégique) correspondant à la catégorie L de traitement du PROE (moyenne située entre 68 000 et 102 000 dollars É.-U.).
- Recrutement d'un agent de programme (suivi et évaluation) correspondant à la catégorie I de traitement du PROE (moyenne située entre 33 000 et 48 000 dollars É.-U.).
- Recrutement d'un agent de soutien correspondant à la catégorie F3 de traitement du PROE (moyenne située entre 12 000 et 18 000 dollars É.-U.).
- Part des frais de logement et indemnités équivalente à 40 % des traitements.
- Budget de voyage de l'unité de planification et de politique stratégique estimé à 20 000 dollars É.-U.
- Les frais de fonctionnement encourus par cette unité seront absorbés par le PROE.
- Nombre supposé d'ordinateurs portables par bureau : trois (un par personne).
- Allocation budgétaire de 3 000 dollars É.-U. pour un ordinateur portable et une imprimante par personne tous les trois ans.
- Allocation budgétaire pour fournitures de bureau estimée à 500 dollars É.-U. par an.

Avantages

- Aucun avantage supplémentaire

KVA Consult Ltd

R & L Vaai House
1 Taufusi Street
Taufusi
PO Box L6579
Apia (SAMOA)

Téléphone : 685-25345
Télécopie : 685-22087
Email : kva@kvaconsult.com
Web : <http://www.kvaconsult.com>
Skype : kvaconsult

